

Cartes sociales
en Irak
un aperçu historique et actuel

PRÉSENTATION DE LA BROCHURE PAR LE SIA DE CAEN (2007)

L'idée de cette brochure a germé progressivement dans l'esprit d'un compagnon du SIA qui avait entrepris de traduire plusieurs textes sur l'histoire des luttes sociales en Irak au cours de l'été 2006.

Le premier texte, « *Irak : un siècle de guerre et de rébellion* » (« *Iraq : a century of war and rebellion* »), est une chronologie synthétique de l'histoire politique et sociale de l'Irak de 1900 à 1999. Il a été apparemment rédigé aux USA. Nous l'avons récupéré il y a quelques années via la (défunte) distro radicale US *Firestarter press*.

Le deuxième texte, « *Témoin oculaire à Halabja* » (« *Eye witness in Halabja* ») a été publié dans la revue radicale *Wildcat* n° 13, été-automne 1989, et a été récupéré sur internet.

Les troisième et quatrième textes, « *10 jours qui ébranlèrent l'Irak* » (« *Ten days that shook Iraq* ») et « *La lutte de classe en Irak : une entrevue avec un vétéran* » (« *The class struggle in Iraq : an interview with a veteran* »), datent de 1991 et ont été écrits conjointement par des révolutionnaires irakiens et anglais. Nous les avons récupéré dans une brochure éditée en 2003 par *Firestarter press*.

Les informations sur le soulèvement au Kurdistan ont été synthétisées à partir d'une brochure en anglais (« *The kurdish uprising* »), publiée pour la première fois à Londres en 1991, republiée en 2003 par *Firestarter press* et en 2006 par la distro *One thousand emotions* (qui a pris la relève de *Firestarter press*).

Tous ces textes ont été écrits en anglais et semblent avoir pas mal circulé dans la mouvance anarchiste et ultra-gauche en Grande-Bretagne et aux USA. Nous n'en connaissons pas de traductions françaises.

Ces textes historiques n'abordent pas les luttes actuelles en Irak. Au vu de la situation dramatique de ce pays, le compagnon a cherché à recueillir des infos récentes sur le mouvement ouvrier irakien pour les ajouter aux traductions qu'il avait effectuées.

Inévitablement, il est tombé, via internet, sur le site de l'association *Solidarité Irak* qui réalise depuis plusieurs années un incontournable travail d'information sur les luttes sociales, féministes et laïques en Irak ainsi qu'un travail de solidarité matérielle et morale active en direction de certaines franges organisées du mouvement ouvrier et révolutionnaire irakien.

Nous avons donc repris pas mal de textes, articles et infos en provenance de ce site afin d'éclairer un peu la réalité des luttes actuelles en Irak.

La plupart des infos de base sur les luttes présentes proviennent à l'origine du Parti Communiste Ouvrier d'Irak (PCOI), un parti marxiste révolutionnaire qui semble assez hégémonique à la gauche du Parti Communiste traditionnel (qui soutient le pouvoir mis en place avec l'aide du gouvernement américain).

Nous savons en vérité peu de choses sur le PCOI, si ce n'est que ce parti semble avoir pris quelques distances avec le léninisme, qu'il prône la création de conseils ouvriers, anime des organisations laïques de luttes politiques, syndicales, féministes, s'oppose au gouvernement, aux américains, aux partis et milices intégristes, met sur pied des forces d'auto-défense pour faire face aux milices sunnites et chiïtes qui font régner la terreur et cherchent à soumettre la société à leur autoritarisme religieux sanglant...

En fait, peu nous importe que ces infos émanent d'un parti marxiste, ce qui nous a semblé primordial, c'est de montrer, à travers elles, qu'il existe une résistance ouvrière, laïque, féministe en Irak, que des luttes parfois massives se produisent, que la situation ne se résume pas à la liste quotidienne des attentats aveugles, à une guerre civile confessionnelle sunnites/chiïtes et à une occupation militaire US.

Toutes ces résistances, ces luttes ouvrières et populaires laïques sont évidemment passées sous silence par les médias capitalistes. Contribuer, même modestement, à les faire connaître ici nous a semblé être une première forme, possible et nécessaire, de solidarité. Bonne lecture.

Pour prendre contact avec la distro *One Thousand Emotions*, recevoir leur catalogue etc... :
One thousand Emotions PO Box 63333 St Louis, MO 63163, USA — e-mail : ote@riseup.net

Pour prendre contact avec *Solidarité Irak* :
99 rue du Molinel 59000 Lille — tel 03 28 36 4 86 ou 06 82 18 08 55 — contact@solidariteirak.org

IRAK : UN SIÈCLE DE GUERRE ET DE RÉBELLION

Depuis que l'État d'Irak a été créé au début du 20^{ème} siècle, la classe ouvrière dans cette zone a subi une exploitation et une répression brutales du fait de groupes rivaux de la classe dirigeante en lutte pour le pouvoir. Comme si avoir affaire à ces gangsters du cru n'était pas suffisant, elle a aussi fait face aux balles et aux bombes des pouvoirs capitalistes globaux (spécialement la Grande-Bretagne et les USA) qui cherchent à contrôler les ressources pétrolières de cette partie du monde.

Pendant que les organisations politiques d'opposition comme le Parti Communiste Iraquien et le Parti Démocratique Kurde ont constamment passé des accords à la fois avec les régimes irakiens et les pouvoirs globaux aux dépens de ceux qu'ils prétendaient mener dans la résistance à l'Etat. Malgré tout cela, la classe ouvrière a montré elle-même une force avec laquelle il a fallu compter, faisant tomber des gouvernements et sabotant des efforts de guerre. Cette brève chronologie pointe quelques-uns des moments clés d'un siècle de guerres et de rébellions.

1900

L'Irak n'existe pas. Depuis le 16^{ème} siècle la zone qui deviendra plus tard l'Irak faisait partie de l'empire ottoman, turc. Le pouvoir de l'empire est basé dans les villes, les campagnes demeurent dominées par des groupes tribaux ruraux, certains d'entre eux nomades.

1912

La Compagnie Pétrolière Turque (CPT), formée par des intérêts anglais, hollandais et allemands, acquiert des concessions pour prospecter à la recherche de pétrole dans les provinces ottomanes de Bagdad et Mosul (qui feront plus tard partie de l'Irak).

1914-18

La Turquie est aux côtés de l'Allemagne durant la première guerre mondiale. Pour protéger ses intérêts stratégiques et ses potentiels champs de pétrole, la Grande-Bretagne occupe Bassorah en novembre 1914, puis Bagdad en 1917. A la fin de la guerre, la plupart des provinces d'Irak sont occupées par les forces anglaises bien que certaines zones demeurent « non pacifiées ». Un pouvoir co-

lonial direct est établi en « Mésopotamie britannique », les niveaux supérieurs de l'administration étant aux mains des anglais.

1919

Tout au long de 1919 et 1920, il y a des soulèvements continuels dans le nord de l'Irak avec des officiels et des officiers britanniques tués. Les différentes tribus dans la zone partagent une langue et une culture kurde commune, mais à cette époque il y a peu de demande pour un Etat national kurde séparé. La question est plutôt celle de la résistance à toute autorité étatique extérieure.

La RAF bombarde les zones kurdes. Le commandant d'aviation Arthur Harris (connu plus tard sous le nom de « Bomber Harris » pour son rôle dans la destruction de Dresde pendant la deuxième guerre mondiale) se vante : « *Les arabes et les kurdes savent maintenant ce qu'un bombardement réel signifie en termes de pertes et de dommages. En l'espace de 45 minutes un village entier peut être pratiquement balayé et un tiers de ses habitants tués ou blessés.* »

Le colonel Gerard Leachman, un important officier anglais, déclare que le seul moyen de négocier avec les tribus consiste en un « massacre de masse ». Le commandement de la RAF pour le Moyen Orient demande l'usage d'armes chimiques « contre les arabes récalcitrants à titre d'expérimentation ». Winston Churchill, secrétaire d'Etat à la guerre, commente « *Je suis fortement en faveur de l'utilisation de gaz empoisonnés contre les tribus non civilisées... Il n'est pas nécessaire d'utiliser seulement les gaz les plus mortels : des gaz peuvent être utilisés qui causent de grandes irritations et répandent une terreur vigoureuse sans laisser d'effets permanents sur la plupart de ceux qui sont affectés* ». D'autres affirment que le gaz suggéré en fait « *tuerait les enfants et les personnes malades* » et causerait des dommages permanents à la vue. A cette époque, des problèmes techniques empêchent l'usage de gaz, il sera utilisé plus tard.

1920

Dans l'après-guerre, répartition du butin de la conquête entre les pouvoirs impérialistes victorieux. La Grande-Bretagne obtient l'Irak (ainsi que la Palestine), la France obtient la Syrie et le Liban. Les frontières du nouvel Etat irakien sont dessinées par les puissances dominantes, créant les conditions pour un siècle de conflits frontaliers (notamment la guerre Iran/Irak).

Les autorités britanniques imposent un strict contrôle, collectant des impôts plus rigoureusement que leurs prédécesseurs et mettant en place des plans de travail forcé. En juin 1920 une révolte armée contre la domination britannique (« *la Révolution de 1920* ») se répand à travers l'Irak central et du sud. Pendant 3 mois la Grande-Bretagne perd le contrôle de larges zones dans les campagnes. Des postes militaires britanniques sont pris et 450 soldats anglais sont tués (1500 sont blessés).

1921

Vers février la rébellion a été écrasée avec 9000 rebelles tués ou blessés par les forces britanniques. Des villages entiers sont détruits par l'artillerie britannique et des suspects de rébellion abattus sans procès. La maîtrise du ciel par la RAF joue un rôle majeur ; ce que cela implique est montré par un récit d'« *un raid*

aérien durant lequel les hommes, les femmes et les enfants ont été mitraillés alors qu'ils fuyaient un village ».

La Grande-Bretagne décide de remplacer la domination coloniale directe par une administration arabe avec l'espoir qu'elle serve les intérêts britanniques. A la tête de la nouvelle structure étatique, la Grande-Bretagne crée une monarchie avec Faysal comme premier roi d'Irak. Bien que les positions importantes soient maintenant occupées par des irakiens, le contrôle ultime demeure aux mains de leurs conseillers britanniques.

1924

Le gouvernement travailliste britannique approuve l'usage de la RAF contre les kurdes. Des bombes et du gaz sont lancés, y compris contre Sulaymaniyah en décembre. Les effets sont décrits par Lord Thompson comme « épouvantables », les membres des tribus saisis de panique fuyant « dans le désert où des centaines de plus ont dû périr de soif ».

1927

La Compagnie Pétrolière d'Irak (qui succède à la CPT), contrôlée par les britanniques, ouvre son premier substantiel puits de pétrole à Baba Gurgur, au nord de Kirkouk. Des tonnes de pétrole déciment la campagne environnante avant que le puits soit capté.

1930

Le traité anglo-irakien ouvre le chemin de l'indépendance. Cependant le traité autorise la Grande-Bretagne à garder 2 bases aériennes et à maintenir son influence sur la politique étrangère irakienne jusqu'en 1957. Durant les négociations, le gouvernement britannique soutient que le Koweït « est un état peu étendu qui peut être sacrifié sans trop de problèmes si les luttes *de pouvoir de la période le demandent* ».

Les soulèvements kurdes, déclenchés par les peurs quant à leur place dans le nouvel Etat, sont écrasés avec l'aide de la RAF.

1931

Grève générale contre la loi sur les impôts municipaux qui impose de nouvelles taxes draconiennes (3 fois plus lourdes qu'avant) et pour une indemnisation du chômage. Des milliers de travailleurs et d'artisans, incluant 3000 travailleurs du pétrole, y prennent part et il y a des affrontements avec la police. La RAF survole les centres urbains pour intimider les grévistes et leurs sympathisants.

1932

L'Irak est admis à la Ligue Des Nations, devenant formellement indépendant – bien que la Grande-Bretagne conserve une puissante influence.

1933

L'Association des Artisans (un syndicat) organise un boycott, qui dure un mois, de la Compagnie d'Electricité et d'Eclairage de Bagdad, possédée par les britanniques. Après cela, les syndicats et organisations de travailleurs sont inter-

dits, contraints à la clandestinité pour les 10 années suivantes et leurs leaders sont emprisonnés.

Le roi Faysal meurt et son fils Ghazi lui succède.

1934

La Compagnie Pétrolière d'Irak commence des exportations commerciales de pétrole depuis les champs de Kirkouk.

1935-36

Rébellions tribales sporadiques, surtout dans le sud du pays. Leurs causes résident dans la tentative gouvernementale d'introduire la conscription (au cœur d'une révolte de la communauté minoritaire yazidi), la dépossession des paysans dont les terres tribales sont placées dans des mains privées et le pouvoir décroissant des chefs tribaux. Les révoltes sont écrasées par des bombardements aériens et des exécutions sommaires.

1936-37

Le général Bakr Sidqi, un admirateur de Mussolini, installe un gouvernement militaire et lance une vague de répression contre la gauche. Il y a des grèves de protestation dans tout le pays, y compris à la Compagnie Pétrolière d'Irak à Kirkouk et à la Fabrique Nationale de Cigarettes à Bagdad.

1939

Le roi Ghazi est tué dans un accident de voiture. De nombreux irakiens croient qu'il y a eu une conspiration car le roi était devenu ouvertement anti-britannique. Durant une manifestation de colère à Mossoul le consul britannique est tué.

1940

Raschid Ali devient premier ministre, après un coup d'Etat, aux dépens des politiciens pro-britanniques. Le nouveau gouvernement adopte une position de neutralité concernant la seconde guerre mondiale, refusant de soutenir la Grande-Bretagne à moins qu'elle ne garantisse l'indépendance à la Syrie et à la Palestine sous contrôle britannique. Des liens sont établis avec le gouvernement allemand.

1941

Les troupes britanniques débarquent à Bassorah. Le gouvernement irakien demande qu'elles quittent le pays. Au lieu de cela, la Grande-Bretagne ré-envahit l'Irak et après la guerre de 30 jours elle remet ses sympathisants au pouvoir. Durant l'occupation britannique la loi martiale est déclarée. Les leaders nationalistes arabes sont pendus ou emprisonnés et plus de 1000 sont internés sans procès. Malgré cela, les forces britanniques n'interviennent pas quand les sympathisants de Raschid organisent un pogrom dans la partie juive de Bagdad, tuant 150 juifs.

1943

Des grèves du pain causées par les pénuries alimentaires et les hausses de prix sont réprimées par la police.

1946

Grève des travailleurs du pétrole à la Compagnie Pétrolière d'Irak (CPI), contrôlée par les britanniques, à Kirkouk pour obtenir des salaires plus élevés et d'autres avantages. Les travailleurs affrontent la police et 10 d'entre eux sont tués lorsque la police ouvre le feu sur un meeting de masse le 12 juillet. Le mois suivant il y a une grève des travailleurs iraniens dans le port iranien de Abadan et la Grande-Bretagne envoie des troupes supplémentaires à Bassorah (près de la frontière iranienne). Le gouvernement irakien supprime les journaux d'opposition qui critiquent cet envoi, déclenchant des grèves chez les travailleurs de l'imprimerie et des chemins de fer. Le cabinet est forcé de démissionner.

1946-47

Grèves et manifestations contre le projet de création de l'Etat sioniste d'Israël aux dépens des palestiniens dépossédés.

1948

Le gouvernement irakien négocie un nouveau traité avec la Grande-Bretagne qui aurait étendu l'influence britannique sur la politique militaire jusqu'en 1973. Les troupes britanniques seraient retirées d'Irak mais auraient le droit d'y revenir en cas de guerre. Le 16 janvier, le lendemain de l'acceptation du traité à Portsmouth, la police abat 4 étudiants lors d'une manifestation contre le traité. Cela déclenche un soulèvement qui devient connu sous le nom d'al-Wathba (le bond). Les manifestations militantes et les émeutes se répandent dans le pays, dirigé non seulement contre le traité proposé mais aussi contre les pénuries de pain et l'augmentation des prix. Plusieurs autres personnes sont tuées quelques jours plus tard quand la police ouvre le feu sur une manifestation de masse des cheminots et des habitants des bidonvilles. Le 27 janvier, 300 à 400 personnes sont tuées par la police et l'armée alors que les manifestants érigent des barricades de voitures en flamme dans la rue. Le cabinet démissionne et le traité est répudié.

En mai, 3000 travailleurs de la station de pompage K3 de la CPI, près d'Haditha entrent en grève pour des hausses de salaires entraînant l'arrêt du pompage. Après 2 semaines et demi d'arrêt, le gouvernement et la CPI interrompent l'approvisionnement en nourriture et en eau des grévistes qui décident alors de marcher sur Bagdad à 250 kilomètres de là. Lors de ce qui pris le nom de « *la grande marche* » (al-Masira al-Kubra), les grévistes sont nourris et abrités par les gens dans les petites villes et les villages situés sur l'itinéraire avant d'être arrêtés à Fallujah, à 70 kilomètres de bagdad.

La mission militaire britannique est retirée d'Irak. La loi martiale est déclarée, officiellement à cause de la guerre en Palestine et les manifestations interdites.

1949

Les leaders du Parti Communiste Irakien sont publiquement pendus, leurs corps sont laissés pendus plusieurs heures en guise d'avertissement pour les opposants au régime.

1952

Grève des travailleurs portuaires pour des hausses de salaires, plus de logements et de meilleures conditions de travail. Les grévistes s'emparent de la centrale électrique de Bassorah, coupant l'eau et l'électricité dans la ville. Des grévistes sont tués lors de l'intervention de la police.

En octobre, des étudiants entrent en grève contre le changement des conditions d'examens. Le mouvement se transforme en vague d'émeutes dans la plupart des centres urbains, sous le nom d'al-Intifada (le tremblement). A Bagdad un commissariat et le Bureau d'Information Américain sont complètement incendiés. Un gouvernement militaire prend le pouvoir, déclarant la loi martiale. Il y a un couvre-feu, des arrestations de masse et l'interdiction de quelques journaux. 18 manifestants sont tués au cours de l'opération militaire.

1954

Un décret gouvernemental permet au conseil des ministres de déporter les personnes convaincues de communisme, d'anarchisme et de travailler pour un gouvernement étranger. La police reçoit de nouveaux pouvoirs pour empêcher les rassemblements.

1956

L'Égypte nationalise le canal de Suez. La Grande-Bretagne, Israël et la France lancent une attaque militaire contre l'Égypte. Le gouvernement ferme tous les collèges et lycées à Bagdad alors que d'énormes manifestations, grèves et émeutes se développent. 2 émeutiers sont condamnés à mort après des affrontements avec la police à al-Hawy, une ville du sud. La loi martiale est imposée.

1958

Agitation populaire partout dans le pays, y compris à Diwaniyah où en juin 43 policiers et un nombre inconnu de manifestants sont tués au cours d'une bataille qui dure 3 heures.

Un mois plus tard « *la Révolution du 14 juillet* » met fin au vieux régime. Un coup d'Etat mené par les Officiers libres s'empare du pouvoir, dénonce l'impérialisme et proclame une république. La famille royale est abattue. Des foules descendent dans les rues et plusieurs hommes d'affaires US ainsi que des ministres jordaniens qui résident à l'hôtel Bagdad sont tués. Les gens prennent la nourriture dans les magasins sans payer, estimant que l'argent est désormais obsolète. Pour prévenir la révolution qui s'étend hors de son contrôle, le nouveau gouvernement impose un couvre-feu. Après une brève lutte de pouvoir au sein du nouveau régime, Abd al-Karim Quasim devient premier ministre (ainsi que commandant en chef des forces armées) et continue à gouverner avec le soutien du Parti Communiste Irakien (PCI) et d'autres gauchistes.

Bien que l'influence islamique demeure forte, il y a des expressions publiques d'anti-cléricalisme y compris la mise au feu publique du Coran.

Sans attendre que Quasim réalise ses promesses de réforme agraire, les paysans dans le sud prennent leurs propres affaires en mains. A Kut et Amarah ils pillent les domaines des propriétaires terriens, brûlent leurs maisons et détruisent les registres de dettes et les cadastres.

Craignant l'extension de la rébellion dans l'ensemble du moyen orient, les Etats-Unis envoient 14 000 marines au Liban. Des plans pour une invasion conjointe américano-britannique de l'Irak n'aboutissent à rien car « *personne ne peut être trouvé en Irak pour collaborer avec elle* ».

1959

Les baasistes et les nationalistes créent des escadrons anticommunistes clandestins, assassinant non seulement des membres du PCI mais aussi d'autres travailleurs radicaux. En 1961, jusqu'à 300 personnes ont été tuées de cette manière à Bagdad et environ 400 à Mossoul.

A Mossoul, des officiers arabes nationalistes organisent un coup d'Etat infructueux contre le gouvernement, motivé en grande partie par l'anti-communisme. La résistance populaire va au-delà d'empêcher le coup d'Etat : les riches sont attaqués et leurs maisons pillées. Il y a des scènes similaires à Kirkouk où 90 généraux, capitalistes et propriétaires terriens sont tués dans de violents affrontements (excès dénoncé plus tard par le PCI).

1960

Quasim sévit contre l'opposition radicale. 6000 travailleurs militants sont licenciés. Plusieurs membres du Parti Communiste sont condamnés à mort pour leur rôle dans les affrontements de Kirkouk. Malgré cela la direction du PCI continue de soutenir le gouvernement, encouragé par Moscou.

1961

La guerre éclate entre le gouvernement et les kurdes, durant de manière intermittente jusqu'en 1975. Durant la première année 500 endroits sont bombardés par l'armée de l'air irakienne et 80 000 personnes déplacées.

Le Koweït, sous contrôle britannique depuis 1899, devient indépendant. L'Irak affirme son droit à englober le koweït. La Grande-Bretagne répond en envoyant des troupes au Koweït.

1963

Le gouvernement de Quasim est renversé en janvier par un coup d'Etat qui amène pour la première fois les baasistes au pouvoir. Le parti Baas, arabe et nationaliste, est partisan de la fusion de l'Irak, de l'Egypte et de la Syrie en une seule nation arabe. Au cours de la même année, le Baas arrive aussi au pouvoir en Syrie, bien que les partis irakien et syrien aient par la suite scissionnés.

Le Baas renforce les liens avec les Etats-Unis, soupçonnés par beaucoup d'avoir encouragé le coup d'Etat. Durant celui-ci des manifestants sont fauchés par des tanks, ce qui marque le début d'une période de répression impitoyable pendant

laquelle plus de 10 000 personnes sont emprisonnées et beaucoup d'entre elles torturées. La CIA aide à collecter des informations sur les communistes et les radicaux pour les rafler. En plus des 149 personnes officiellement exécutées, plus de 5000 autres sont tuées par la terreur, beaucoup d'entre elles enterrées vivantes dans des fosses communes. Le nouveau gouvernement continue la guerre contre les kurdes, les bombardant avec des tanks, de l'artillerie, de l'aviation et en rasant les villages au bulldozer.

En novembre, le Baas est renversé du pouvoir lors d'un autre coup d'Etat mené par des partisans du nationaliste arabe égyptien Nasser.

1967

Après une scission dans le Parti Communiste, un groupe dirigé par Aziz al-Hajj lance une guérilla contre l'Etat, influencé par Che Guevara et le maoïsme. Des assassinats de capitalistes et des affrontements armés à grande échelle ont lieu.

1968

Le parti Baas revient au pouvoir en juillet après un coup d'Etat. Il crée un appareil d'Etat systématiquement dominé par le Baas, ce qui le rend capable de conserver le pouvoir pour au moins les 30 ans à venir.

La milice du Baas, la Garde Nationale, sévit contre les manifestations et les grèves. En novembre, 2 grévistes sont abattus dans une usine d'huile végétale près de Bagdad et 3 personnes sont tuées lors d'une manifestation pour commémorer la Révolution Russe.

1969

Le régime commence à rafler des gens suspectés d'être communistes. Le mouvement de guérilla est vaincu et beaucoup de ses membres torturés à mort. Aziz al-Hajj les trahit en se repentant à la télévision et en devenant par la suite ambassadeur iraquien en France.

L'aviation bombarde les zones kurdes mais l'impasse militaire demeure jusqu'à l'année suivante quand Saddam Hussein négocie un accord avec le Parti Démocratique Kurde. En échange d'une autonomie limitée, la direction du PDK accepte d'intégrer ses combattants peshmergas au sein de l'armée irakienne.

1973

L'industrie pétrolière iraquienne est nationalisée.

1974

Après pression de la part de l'Union Soviétique, le Parti Communiste Irakien rejoint le pro-gouvernemental Front National Progressiste, aux cotés du Baas, mais celui-ci reste seul au contrôle de l'Etat.

La guerre éclate de nouveau au Kurdistan et l'accord avec le PDK s'effondre. Le PDK est privé de ses alliés traditionnels du PCI et de l'Union Soviétique qui soutiennent désormais le Baas. En remplacement, il cherche et reçoit de l'aide de la part des USA et du Shah d'Iran. Les baasistes lancent des attaques au napalm sur les villes kurdes d'Halabja et Kalalze.

1975

Les militaires irakiens continuent à bombarder les zones civiles au Kurdistan, tuant 130 personnes à Qala'Duza, 43 à Halabja et 29 à Galala en avril.

L'Irak négocie un accord avec l'Iran, retirant son aide aux kurdes iraniens et autres forces anti-shah, en échange de quoi l'Iran cesse d'appuyer le PDK irakien. L'Iran reprend l'équipement militaire qu'il avait donné au PDK, laissant le champ libre à l'armée irakienne pour conquérir le Kurdistan.

1978

Arrestations en masse de membres du PCI qui critique le régime. 12 d'entre eux sont exécutés pour activités politiques au sein de l'armée. Toute activité politique non-baasiste dans l'armée (comme lire un journal politique) ou menée par d'anciens membres des forces armées est interdite sous peine de mort. Avec la conscription universelle, cela signifie que tous les hommes adultes sont menacés de mort en cas d'activité politique.

1979

Saddam Hussein devient président de la république, ayant progressivement concentré du pouvoir dans ses mains au cours des 11 années précédentes.

1980

La guerre éclate entre l'Irak et le nouveau régime iranien dirigé par l'Ayatollah Khomeyni. Le conflit repose sur des disputes frontalières et le projet de la révolution islamique de s'étendre à l'Irak. L'Iran bombarde les villes irakiennes de Khanaqin et de Mandali ; l'Irak lance une mission de bombardement sur Téhéran.

1982

Soulèvement populaire anti-gouvernemental dans les zones kurdes. Le gouvernement décrète que les déserteurs de l'armée (toute personne absente sans permission plus de 5 jours) seront exécutés.

Dans les régions marécageuses du sud, l'armée irakienne lance une opération militaire massive avec l'aide d'artillerie lourde, de missiles et d'avions pour forcer les milliers de déserteurs et leurs complices dans la zone à se montrer. Les rebelles n'échappent pas seulement à la guerre, ils organisent aussi des actions de sabotage comme l'explosion d'un arsenal près de la ville d'Amarah. Dans le village de Douru des habitants armés résistent à la police pour empêcher une recherche maison par maison des déserteurs. A Kasem, dans le même secteur, des rebelles armés affrontent l'armée. Les villages qui soutiennent les déserteurs sont détruits et leurs habitants massacrés.

1984

L'appui américain à l'Irak est reflété par la restauration des relations diplomatiques entre les 2 pays. L'Irak a reçu des avions militaires de la France et des missiles de l'Union Soviétique. L'Arabie Saoudite et le Koweït financent l'effort de guerre irakien. Les blocs de l'Ouest et de l'Est sont unis dans leur souhait de voir l'Irak réduire l'influence de l'Iran et du fondamentalisme islamique.

L'Union Patriotique du Kurdistan de Jalal al-Talabani appelle à une trêve. Ses troupes combattent aux cotés du Baas.

1985

Début de la « *guerre des villes* » avec l'Iran et l'Irak tirant des missiles sur leurs capitales respectives.

1987

En mai, il y a un soulèvement dans la ville kurde de Halabja mené par de nombreux déserteurs vivants dans la ville. D'après un témoin oculaire « *les forces gouvernementales sont renversées. Le peuple a pris le dessus et la police et l'armée ont reçu une raclée, capable seulement de tourner autour de la ville avec des chars et des divisions blindées* ». Des centaines de personnes sont tuées lorsque la rébellion est écrasée.

1988

Des déserteurs en armes prennent la ville de Sirwan (près d'Halabja). L'aviation irakienne détruit la ville avec des bombes et des roquettes. Halabja est bombardée par l'Iran et le 13 mars le gouvernement irakien attaque la ville avec des armes chimiques tuant au moins 5000 civils. Les pauvres gens qui tentent de fuir la ville pour gagner l'Iran sont empêchés de le faire par les peshmergas nationalistes kurdes. Tout au long de cette période d'insurrection il y a une méfiance largement répandue envers les partis nationalistes kurdes à cause de leur histoire de collaboration avec l'Etat et de manque de soutien aux révoltes de la classe ouvrière.

Les américains envoient une force navale dans le Golfe après des attaques contre des pétroliers. Elle prend en fait le parti de l'Irak, abattant un avion de ligne iranien avec près de 300 personnes à bord, attaquant des plate-formes pétrolières iraniennes, tuant 200 autres personnes. En août, l'Iran et l'Irak signent un cessez le feu mettant fin à la première guerre du Golfe. Le gouvernement britannique accepte en secret de relâcher les contrôles sur les exportations d'armes vers l'Irak.

1990

En juillet, le gouvernement britannique accepte que la compagnie Matrix Churchill exporte de l'équipement d'ingénierie, sachant qu'il allait être utilisé pour fabriquer des obus et des missiles. Le mois suivant, l'Irak envahit le Koweït.

1991

En janvier l'armée US, avec le soutien de la Grande-Bretagne et des autres « forces de la coalition », lance l'opération « *Tempête du désert* », une attaque massive sur l'Irak et ses forces au Koweït. Le conflit est moins une guerre que ce que John Pilger appelle « *une fête sanglante unilatérale* ». Les forces alliées subissent seulement 131 pertes (la plupart suite à des « tirs amis ») comparées aux 250 000 morts irakiens.

Malgré la déclaration publique du général Norman Schwarzkopf selon laquelle les alliés n'attaqueraient pas les irakiens battant en retraite, les conscrits irakiens sont massacrés même après que le retrait inconditionnel du Koweït ait commencé. Le jour d'avant la fin de la « guerre », les troupes (et des civils) qui

battaient en retraite de Koweït city sur l'autoroute de Bassorah sont massacrés dans ce que les pilotes US appellent joyeusement un « *tir aux canards* ». Pendant des miles près du pont de Mutla la route est remplie de corps carbonisés et d'un enchevêtrement d'épaves. Un témoin oculaire écrit que « *dans la plupart des cas, la silhouette humaine a été réduite à rien de plus qu'un morceau noir informe, de la couleur du charbon, avec la texture de la cendre* » (Stephen Sackur).

De nombreux civils sont également tués, le cas le plus connu étant le bunker d'Amiriya à Bagdad où des centaines de personnes qui s'abritaient des bombes alliées sont tuées par l'impact direct de 2 missiles.

En février et mars, les soulèvements populaires contre le gouvernement irakien se répandent à travers le pays. Cela commence à Bassorah dans le sud de l'Irak. L'usage par les rebelles d'un tank pour tirer sur les immenses images de Saddam Hussein en ville sert d'étincelle. Inspirés par la rébellion dans le sud, les gens des zones kurdes s'y mettent. Les commissariats, les bases militaires et les autres bâtiments gouvernementaux sont ravagés et incendiés. Les magasins sont pillés. Les entrepôts de nourriture sont occupés et la nourriture distribuée. A sulaymaniyah, dans le nord, les rebelles détruisent la prison et libèrent les prisonniers avant de dévaster le QG de la police secrète où beaucoup ont été torturés et tués. Les officiels baasistes et les membres de la police secrète sont abattus. Dans certaines zones, des conseils ouvriers auto-organisés (shoras) sont mis en place pour faire tourner les choses. Ils mettent en place leurs propres stations de radio, postes médicaux (pour collecter du sang pour l'hôpital) et milices pour résister aux forces gouvernementales.

A Bagdad même, il y a des désertions en masse des principales casernes durant la guerre et des officiers qui tentent de s'y opposer sont abattus. 2 zones de la ville, Al Sourah et Al Sho'ela tombent sous le contrôle effectif des déserteurs et de leurs sympathisants.

Après une brutale répression de la rébellion dans le sud (rendue plus facile par le massacre allié des conscrits mutinés sur l'autoroute de Bassorah), les forces gouvernementales se concentrent sur le Kurdistan. Elles réoccupent Sulaymaniyah en avril, mais la ville est désertée par presque tous ses habitants qui ont fui dans les montagnes.

Les médias occidentaux présentent les soulèvements comme étant l'œuvre des nationalistes kurdes dans le nord et des musulmans chiïtes dans le sud, mais ce sont en fait des révoltes en masse des pauvres. En réalité les principaux partis nationalistes kurdes (le PDK et l'UPK) s'opposent à l'aspect radical des soulèvements et tente de détruire le mouvement des shoras. Ils annoncent même un nouvel accord négocié avec Saddam Hussein peu après que les soulèvements aient été écrasés.

1991-2003

Bien que l'action militaire ait cessé, la guerre contre le peuple irakien continue à travers d'autres moyens : les sanctions. La destruction des stations de pompage d'eau potable et des usines d'épuration par les bombardements alliés est

combinée avec les sanctions qui les empêchent d'être réparées. Cela revient à de la guerre biologique car les conséquences inévitables sont des épidémies de dysenterie, de typhoïde et de choléra. En 1997, les nations Unies estiment que 1 200 000 personnes, incluant 750 000 enfants de moins de 5 ans, sont morts à cause de la pénurie de nourriture et de médicaments.

1996

Les Etats-Unis lancent 27 missiles Cruise contre l'Irak.

1998

En février, il y a une manœuvre militaire massive menée par les forces américaines et britanniques, faisant craindre une nouvelle guerre contre l'Irak. A cette occasion, le conflit armé est évité après un accord de dernière minute sur les inspecteurs de l'ONU pour l'armement.

Le 1^{er} octobre, les autorités irakiennes, sous le commandement du général Sabah Farhan al-Duri, exécutent 119 irakiens et 3 égyptiens à la prison d'Abou-Ghraïb près de bagdad. 29 des condamnés sont membres des forces armées et 50 ont été emprisonnés pour leur participation aux soulèvements de mars 1991 qui suivirent la guerre du Golfe. Cette exécution de masse est apparemment la continuation de la campagne de « nettoyage des prisons » lancée par le gouvernement un an plus tôt et qui entraîna environ 2500 exécutions de prisonniers.

En décembre, à la suite de l'expulsion des inspecteurs de l'ONU pour l'armement (et au milieu de la crise pour la récusation du président Clinton), les USA lancent l'opération « Renard du désert ». En 4 jours, 400 missiles Cruise sont lancés sur l'Irak et 600 sorties aériennes offensives ont lieu. L'aviation britannique participe également aux frappes. D'après l'Irak, des milliers de personnes sont tuées ou blessées pendant ces attaques.

1999

En mars le grand ayatollah Mohammed Sadiq-al Sadr, le doyen des leaders religieux chiite en Irak, est tué, le soupçon se portant sur des agents du gouvernement. Un grand soulèvement à Bassorah est écrasé avec des centaines de morts, dont beaucoup au cours d'exécutions de masse.

L'attaque militaire occidentale continue, en particulier contre les défenses anti-aériennes irakiennes. Le 11 avril, 2 personnes sont tuées quand des avions de guerre occidentaux bombardent des cibles dans la province de Quadissiya. Le 27 avril, 4 personnes sont tuées par des avions US près de Mosul dans la zone d'interdiction aérienne au nord. Le 9 mai, 4 personnes sont tuées dans la province de Bassorah, dont 3 dans la maison d'un fermier à Qurna. Le 12 mai, 12 personnes sont tuées dans la ville de Mossoul au nord.

SOURCES :

- Robert Clough, *Labour: a party fit for imperialism* (Larkin, London, 1992)
- Marion Farouk-Sluglett & Peter Sluglett, *Iraq since 1958: from revolution to dictatorship* (Tauris, London, 1990).
- Lawrence James, *The rise and fall of the British Empire* (Little, Brown & Co., London, 1994).
- Brian Mac Arthur (ed.), *Despatches from the Gulf War* (Bloomsbury, London, 1991).
- Phebe Marr, *The Modern History of Iraq* (Longman, Harlow, 1985).
- Midnight Notes Collective, *Midnight Oil : work, energy, war, 1973-1992* (Autonomea, New York, 1992).
- Peter Nore and Terisa Tumer (eds.), *Oil and class struggle* (Zed, London, 1980).
- Richard Norton-Taylor, Mark Lloyd and Stephen Cook, *Knee deep in dishonour : the Scott Report and its aftermath* (Gollancz, London, 1996)
- Stephen Sackur, *The Charred Bodies at Mutla Ridge*, London Review of Books, 4 Avril 1991.
- Geoff Simons, *Iraq: from Sumer to Saddam* (Macmillan, London, 1996).
- The Kurdish Uprising and Kurdistan's Nationalist Shop Front and its negotiations with the Baatbist/Fascist Regime* (BM Blob/BM Combustion, London, 1991)
- The class struggle in Iraq - an interview with a veteran*, Workers Scud, juin 1991 (available from Box 15, 138 Kingsland High St, London E8 2NS)
- Eye witness in Halabja*, Wildcat n° 13, 1989 (available from BM Cat, WC1N 3XX)
- Ten days that shook Iraq*, Wildcat, 1991.
- Iran-Iraq : Class war against imperialist war*, Wildcat n° 10, 1987.
- Revolutionary defeatism in Iraq*, Communism - Internationalist Communist Group, Avril 1992.
- Whiff of imperialism in the air over Iraq*, An Phoblact/Republican News, 5 Février 1998.
- Marked cards in the Middle East*, Fifth Estate, printemps 1991.

Le massacre d'Halabja en 1988 est assez connu en occident. Ce qui l'est moins, c'est le contexte, les raisons qui ont conduit le régime baasiste (faasciste est-on tenté d'écrire) à utiliser massivement des armes chimiques contre des civilEs, raisons qui peuvent se résumer au fait qu'un pouvoir dictatorial ne peut se permettre sans risques de laisser toute une région, truffée de déserteurs hébergés par une population complice (la guerre Iran-Irak dure déjà depuis des années...), échapper à son contrôle effectif... D'où la traduction par nos soins de ce témoignage, initialement paru dans la revue radicale « Wildcat ».

Témoin oculaire à Halabja

PUBLIÉ DANS « WILDCAT » N° 13, ÉTÉ-AUTOMNE 1989

Le 12 mars 1988, la cité d'Halabja, dans le Kurdistan irakien, fut presque complètement détruite par les forces armées irakiennes qui firent usage d'armes chimiques. Environ 8000 personnes furent tuées sur le coup et des milliers d'autres moururent de leurs blessures dans les quelques semaines qui suivirent. Halabja ne fut pas choisie au hasard comme endroit pour un tel massacre. C'était un des lieux majeurs de lutte prolétarienne contre la guerre Iran-Irak. Il y avait au moins un déserteur dans chaque maison, et parfois quatre ou cinq. Ce qui suit est un résumé de traductions de lettres et d'articles que nous avons vus, écrits par des camarades vivant à Halabja avant et pendant le massacre. Comme le récit parle de lui-même, nous ne voyons pas la nécessité d'en rajouter.

LES CONDITIONS SOCIALES

Durant l'année 1987, le gouvernement détruisit 45 villages autour d'Halabja, utilisant des explosifs pour détruire complètement toutes les maisons. Les habitants affluèrent en masse à Halabja, faisant grimper la population à environ 110 000 personnes. Presque tous les jeunes hommes dans ces villages étaient des déserteurs. Ils ne se contentaient pas simplement d'éviter la guerre, ils discutaient tout le temps des moyens de faire quelque chose contre elle.

L'afflux de gens entraîna une pénurie sévère de logements et il n'y avait pas de travail pour la plupart d'entre eux. Les magasins ne vendaient virtuellement

rien à part peut-être du riz et du pain – les fruits, les légumes et la viande étaient beaucoup trop chers pour la plupart des gens. Il y avait en permanence des discussions entre les gens sans travail sur ce qui pouvait être fait à propos de la guerre. Seuls les riches voulaient se battre pour leur pays. La plupart des gens vendaient leurs biens à cause des conditions instables. Cela permettait aux riches d'être encore plus riches en achetant les téléviseurs, les frigos etc... des gens et en les revendant dans d'autres villes.

LES ORGANISATIONS POLITIQUES

La seule organisation politique bourgeoise assez grosse qui soit prise au sérieux par les déserteurs était le Parti Communiste Irakien. Toutes les autres organisations et partis, en particulier les nationalistes kurdes (leur plus grande organisation étant le Parti Démocratique Kurde) étaient totalement discrédités à cause de leur collaboration ouverte avec l'Etat. A la fois le PDK et le PC tentaient à court-circuiter tout ce que les déserteurs faisaient. Le PC, toutefois, avait une plus grande crédibilité parce qu'il apportait plus de soutien aux déserteurs que quiconque d'autre et parce qu'il était la seule organisation à dire que tôt ou tard le gouvernement attaquerait Halabja et que les gens devaient se préparer à cela. Le PC avait besoin d'effacer la mauvaise réputation qu'il avait acquis en rejoignant le gouvernement baasiste en 1974.

Il y avait aussi des douzaines de petites organisations, la plupart proclamant être communistes, avec des noms comme « le Parti des Travailleurs marxistes Léninistes », « le Groupe Marxiste Léniniste » etc... Ils produisaient beaucoup de tracts et de graffitis sur les murs.

Quelqu'un qui vivait à Halabja publia une brochure sur la condition des déserteurs qui était très critique pour les nationalistes kurdes. Une semaine après il fut tué. L'endroit était en plein chaos. Les « traîtres et les agitateurs » circulaient tous légitimement à l'intérieur de la structure des organisations pro-gouvernementales. « *H. a un flingue, et aussi des papiers valides. Est-ce que tu peux le croire ?* ».

LES FORCES ARMÉES

Depuis fin 1986-début 1987, trois types d'armées existaient à Halabja en plus de l'armée régulière irakienne.

Il y avait :

- a) LES ARMÉES CLANIQUES – Autour d'Halabja, il y avait traditionnellement cinq groupes familiaux/tribaux principaux et beaucoup d'autres plus petits. Durant la guerre le sentiment d'appartenir à un clan ou à un autre était devenu plus fort parmi la population. Le gouvernement essaya de réintégrer les déserteurs dans les forces armées de l'État en payant les leaders claniques (de gros propriétaires terriens qui étaient devenus capitalistes) 50 000 dinars par mois, plus des quantités d'armes, de voitures etc... pour raffer les déserteurs de leur propre clan et les soumettre à une discipline militaire.

Il y avait une très féroce compétition entre les armées claniques dont les leaders rivalisaient pour trouver davantage de « recrues » et ainsi obtenir plus d'argent du gouvernement. Cela aboutit à de nombreuses fusillades dans les rues et même dans les cafés et les magasins. Quand les gens parlaient de la « guerre » à Halabja ils évoquaient les guerres entre les armées claniques et entre ces dernières et les déserteurs et non la guerre entre l'Iran et l'Irak.

b) LA GARDE NATIONALE – C'était de loin la plus grande armée. Elle n'avait pas d'uniforme et avait très peu d'armes. C'était l'armée que les déserteurs rejoignaient simplement parce qu'il y avait une loi qui disait que toute personne devait avoir des papiers d'identité qui établissaient qu'elle avait rejoint une armée. La garde Nationale peut être vue comme une manière de légaliser la désertion de la même manière que le « droit de grève » légalise l'arme de la grève. Saddam Hussein a même parlé d'un « droit à la désertion ».

c) LES CHASSEURS DE PRIMES – C'était une petite force qui agissait avec une extrême brutalité en faveur de l'Etat. Leur principale fonction était de forcer les déserteurs à rejoindre la garde nationale. Ils vérifiaient constamment les papiers d'identité des gens et avaient le droit de tuer légalement quiconque n'en avait pas. Ils étaient payés 1000 dinars pour ramener quelqu'un vivant au poste de police et 500 dinars pour ramener sa tête. Ils tuaient beaucoup de pauvres gens juste pour avoir de l'argent. Ils pouvaient ramener la tête de quelqu'un dans un commissariat en prétendant qu'il l'avait tué à la frontière et qu'il était un pasdaran (Gardien de la Révolution iranienne). Après le massacre la plupart de ces ordures allèrent en Iran pour faire le même boulot pour le compte de l'Etat iranien.

Il y avait des liens très proches entre les leaders des armées claniques, les chasseurs de primes, les organisations nationalistes kurdes et les hommes d'affaires locaux.

LE SOULÈVEMENT DE MAI 1987

Toutes les discussions à propos d'empêcher le gouvernement de détruire Halabja se transformèrent en action le 13 mai 1987 quand des militants occupèrent les mosquées et utilisèrent leurs haut-parleurs pour appeler à l'organisation d'un soulèvement. Les mosquées furent utilisées car c'étaient les bâtiments les plus pratiques pour tenir des meetings de masse. C'était ironique car auparavant, durant des semaines, des religieux avaient fait des discours spéciaux à la fin de chaque prière du vendredi sur... le fléau de la subversion communiste ! Presque l'ensemble de la population ouvrière d'Halabja était réveillée cette nuit là, discutant et s'organisant.

Beaucoup de gens avaient des armes ; c'étaient pour la plupart des gens qui avaient été dans les armées claniques (doubles déserteurs !). tous les âges étaient impliqués et les femmes autant que les hommes. Tout le monde disait « *Les soldats sont nos frères, c'est Saddam qui est l'ennemi !* ». Des troupes de l'armée irakienne vinrent à Halabja. Elle dirent, plus ou moins, « *Nous avons été envoyé ici pour vous tuer mais nous ne le ferons pas. Mais, s'il vous plait, dispersez vous.* » La foule refusa de se disperser et persuada la plupart des soldats de rejoindre la rébellion.

« ...en mai les forces gouvernementales furent dépassées. Le peuple avait pris le dessus et la police et l'armée devaient se dissimuler, étant seulement capables de tourner autour de la ville avec des tanks et des divisions blindées. Les hélicoptères faisaient des cercles au dessus des têtes, appelant au calme et à la prudence en face des ennemis de la nation. Des batailles faisaient rage autour de la ville et les iraniens approchaient. La ville fut bombardée par l'artillerie iranienne et il y eut beaucoup de pertes. Tout le monde était conscient du danger mais n'était en faveur ni des iraniens ni des irakiens. »

Les hélicoptères étaient accompagnés par des chars. Certains rebelles tirèrent sur les chars, alors les hélicoptères tirèrent des rockets sur la foule. Les gens fuirent. Des troupes composées de jordaniens envahirent alors la ville tuant des centaines de gens. Quelques jours plus tard 200 personnes furent raflées, certaines arrachées des hôpitaux et elles furent enterrées vivantes. Cinq jours après que la rébellion ait débuté, le gouvernement détruisit complètement la zone où elle s'était produite. Ils piégèrent aussi des maisons vides aux alentours causant de nombreuses autres morts.

Beaucoup de gens fuirent en Iran par petits groupes mais les peshmergas (guérilleros nationalistes kurdes) essayèrent de les en empêcher, disant qu'ils allaient « libérer » Halabja. Cela n'empêcha pas les nationalistes d'aider des gens riches et des mollahs à fuir, en échange d'argent. Tous les jours des hélicoptères venaient pour dire aux gens d'être calmes. Ils disaient qu'Halabja ne serait pas détruite.

Durant les quelques semaines suivantes il y eut des rébellions dans quatre ou cinq autres villes kurdes. Le gouvernement ferma les mosquées et coupa leur électricité pour empêcher qu'elles soient utilisées comme à Halabja.

LA VISITE DU GOUVERNEUR

Le gouverneur de Sulaymaniyah (la grande ville la plus proche) vint à Halabja et fit un discours. Il dit « *Halabja est une des cités en Irak qui a fait beaucoup de sacrifices tout au long de l'Histoire. Le Président Hussein lui-même porte un intérêt spécial à Halabja et les gens qui répandent des rumeurs sur la destruction d'Halabja sont nos ennemis et les ennemis de l'Etat.* »

Quelqu'un dans la foule cria « *qu'est ce que vous avez fait aux 200 personnes raflées ? Nous voulons les revoir !* ». Le gouverneur dit « *au revoir. A la prochaine !* ».

LA MONTÉE

Peu avant le massacre, les déserteurs s'emparèrent de Sirwan (une ville à 20 kms d'Halabja) à l'aide d'armes provenant des armées claniques. Aucune organisation nationaliste kurde n'était impliquée mais le PC l'était dans une certaine mesure. Peu après, l'aviation irakienne détruisit la ville avec des bombes et des rockets.

Deux semaines avant le massacre, les leaders claniques et les officiers de l'armée furent déplacés en secret à Sulaymaniyah. Les soldats irakiens soupçonnaient que quelque chose était en train de se tramer et beaucoup donnèrent leurs armes aux déserteurs dans les rues avant de fuir à Sulaymaniyah.

Beaucoup de pauvres gens tentaient de fuir en Iran mais les peshmergas les refoulaient tandis que, comme avant, ils aidèrent les riches. Peu avant le massacre Halabja fut bombardée pendant trois jours par l'Iran et fut alors occupée par les pasdarans. Les peshmergas aidèrent directement au bombardement iranien (peut-être parce qu'ils voulaient être débarrassés de l'armée irakienne) et après l'occupation ils aidèrent les pasdarans à garder les gens à Halabja. Dans le même temps ils déplaçaient leurs propres familles en Iran.

LE MASSACRE

Le 13 mars 1988 des bombes chimiques furent larguées sur Halabja (les gaz étaient en partie fabriqués par une firme allemande – NdT). Ni les pasdarans ni les peshmergas n'eurent de morts. Les soldats iraniens étaient partis un jour auparavant ou le matin du massacre. Les peshmergas continuaient d'encercler la ville. Certains avaient des masques à gaz.

« Nous courûmes dans les sous-sols de l'autre côté de la rue pour nous abriter. Une demi-heure après les avions arrivèrent de toutes les directions – il devait y en avoir au moins une vingtaine, croyez moi – et en quelques minutes Halabja fut en ruines. Peu après nous sentîmes les gaz. C'était comme l'odeur de l'ail. Certains d'entre nous coururent chercher de l'eau et nous donnâmes aux autres des serviettes et des vêtements mouillés pour couvrir leur visage ».

Au moins 3 gaz différents furent utilisés : gaz moutarde, gaz innervant et quelque chose qui rendait les gens fous (ils arrachaient leurs vêtements, riaient pendant un moment et tombaient ensuite raides morts). Environ 8000 personnes moururent immédiatement.

Même après le massacre les peshmergas ne laissaient pas les gens partir. Ils pillaient les maisons et violaient les femmes.

Après environ une semaine beaucoup de gens étaient aveugles ou malades. Beaucoup avaient tout simplement perdu la volonté de vivre.

APRÈS LE MASSACRE : LA VIE DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS EN IRAN

Des milliers de survivants finirent dans des camps de réfugiés en Iran où ils ne leur était permis aucun contact avec la population iranienne. Le PC a encore quelques soutiens parmi les réfugiés mais lorsque les peshmergas sont venus dans les camps pour essayer de recruter ils en ont été chassés à coups de pierres.

Les camps sont dirigés comme des casernes. Tout est organisé de manière à ce que les gens n'aient pas de contacts entre eux. Si vous ne restez pas à l'endroit qui vous a été affecté vous prenez le risque d'être enfermé sans nourriture. Des laissez-passer spéciaux sont nécessaires pour quitter les camps. Ils sont très difficiles à obtenir. Nous sommes encore comme des conscrits. Tout ceux qui sont nés entre 1945 et 1970 doivent rejoindre l'armée, le reste va dans l'armée de réserve.

REPRÉSAILLES ET REPEUPLEMENT

Si un soldat irakien est tué à un endroit particulier, l'Etat ordonne de raser un certain nombre de maisons et exécute 5 ou 6 jeunes gens en public comme avertissement.

Beaucoup de gens d'Halabja qui n'avaient pas de familles à Bagdad ou à Sulaymaniyah furent envoyés dans des « zones vides » près de la frontière avec l'Arabie Saoudite. S'échapper de ces zones est impossible parce que vous mourrez de soif avant d'atteindre la ville la plus proche. Le gouvernement irakien a commencé à reconstruire Halabja. Ils essayent de faire venir plus de gens des villages arabes du sud à Halabja. Ce sont des gens qui ont aussi combattu l'Etat durant la guerre.

Notes complémentaires du traducteur :

Un autre petit texte sur le massacre fait état du fait que les survivants d'Halabja furent stigmatisés par le régime et que ceux qui échappèrent à la déportation dans le sud eurent beaucoup de difficultés à trouver du travail ou à s'inscrire dans des lycées ou des facs dans le reste du pays.

Par ailleurs, dans le sud du pays aussi, à majorité chiite, certaines zones regorgeaient de déserteurs, abrités par des populations traditionnellement hostiles à l'autorité du pouvoir central. Ce fut le cas par exemple dans les vastes zones marécageuses qui bordent le fleuve Euphrate. Certaines de ces zones marécageuses furent la cible de vastes opérations militaires de ratissage à la fin des années 80 et leur population raflée et déportée.

LA LUTTE DES CLASSES EN IRAK :

UN ENTRETIEN AVEC UN VÉTÉRAN

L'interview suivante a été publiée pour la première fois dans « Worker Scud – no patriot can catch us ! » (Londres, juin 1991), une compilation d'articles de réflexion sur la première guerre du Golfe.

Question : Peux-tu brièvement nous parler de la lutte des classes en Irak avant le renversement de la monarchie en 1958 ?

Réponse : Dans les années 40 et au début des années 50 la lutte des classes était essentiellement située dans les zones rurales. Les soulèvements paysans (e.g. *Aali-azarchi* qui dura environ 3 ans avant d'être violemment écrasée) étaient un casse-tête permanent pour les propriétaires semi-féodaux et l'Etat.

Les luttes urbaines s'intensifièrent avec la grève de 9 jours des travailleurs du pétrole à Kirkouk en 1946 (écrasée avec la perte de 10 vies). Les chômeurs et les sans-logis étaient nombreux. Il y avait des milliers de *sarifas* (cabanes faites de branches de palmiers) autour et à l'intérieur de Bagdad.

1956 (la crise de Suez) eut un impact massif en Irak, avec des manifestations contre le régime irakien qui était vu comme un laquais des britanniques. Le problème palestinien aida aussi à la radicalisation. Je me demande encore pourquoi il n'y eut pas de révolution en 1956 ! Ces événements intérieurs et extérieurs menèrent à la formation des *Officiers Libres* (nationalistes/Naaseristes) qui avaient des liens avec le Parti « Communiste » Irakien (PCI) mais pas tellement avec le Baas.

Q: La manière dont je vois les choses est qu'il y avait 2 contradictions principales dans la société irakienne à cette époque (1946-58). Une entre le mouvement prolétarien émergent et le capitalisme et une autre, venue du passé, entre le capitalisme et les propriétaires féodaux. Es-tu d'accord ?

R : Non, je ne suis pas d'accord avec cette nette et simple analyse livresque parce qu'avant même 1958 les féodaux possédaient non seulement les zones rurales mais aussi une énorme portion des zones urbaines. Les hôtels, les usines et les zones résidentielles leur appartenaient aussi bien que les villages. La majorité des paysans étaient déjà des prolétaires mais avec un bien pire niveau de vie que leurs homologues urbains.

En 1958 Qasim et les Officiers Libres prennent le pouvoir et chassent la monarchie, mais certains des gains furent repris.

C'est vrai mais la chose signifiante était le niveau de la lutte des classes. Le monarque et certains de ses ministres furent tués par ceux qu'ils appelaient des prostitués. Pendant un an environ personne ne put contrôler les travailleurs. Même le PCI, qui avait malheureusement une base massive dans la population

(malgré ses attaques contre la classe ouvrière), ne pouvait contrôler le prolétariat en colère, basiquement parce que les travailleurs étaient armés. Les gens prenaient la nourriture dans les magasins sans la payer. Pour eux l'argent était obsolète.

J'ai même entendu que le Coran avait été profané par les ouvriers.

Oui, c'est absolument exact. Ils comprenaient la nature réactionnaire de l'Islam. A Kirkouk, il y eu également environ 90 généraux, capitalistes et propriétaires terriens qui furent traînés dans la rue, une corde passée autour de leur cou et emmenés de force en voiture avant d'être tués. Le PCI dénonça ces actions et tenta de se distancer des « excès » ouvriers.

Mais, graduellement, avec les réformes agraires, l'augmentation du prix du pétrole et les prêts de l'URSS, le gouvernement réussit à stabiliser la situation dans le sud. Le Kurdistan offrit plus de résistance. Des groupes de paysans armés (e.g. à Halabja) ne furent intimidés ni par l'Etat ni par le PCI et prirent la terre que les propriétaires en fuite avaient laissé (la plupart fuyant dans l'Iran voisin). Les propriétaires absents envoyèrent des assassins en Irak qui, avec la complicité de l'armée, tuaient des révolutionnaires avant de se réfugier en Iran.

Pourquoi y avait-il autant de soutien pour le PCI et les nationalistes kurdes malgré leurs politiques réactionnaires ?

C'est une question difficile. Le peuple n'était pas satisfait avec chacun de ces groupes et, spécialement, il se sentit abandonné par le PCI, mais il n'y avait pas d'alternative révolutionnaire réelle alors le peuple avait tendance à donner au PCI le bénéfice du doute et à excuser ses « défauts ». Ils disaient naïvement : « Le PCI est jeune et il est inévitable qu'il fasse des erreurs mais bientôt il mûrira comme ses homologues russe et chinois » (!!!) Je suppose qu'il n'y avait tout simplement pas la conscience nécessaire pour voir ces partis pour ce qu'ils étaient en réalité.

En 1963 Qasim fut renversé par les Baasistes et il en résulta une période d'intense violence qui causa la mort de milliers d'activistes. Le Baas reçut, probablement de la CIA, une liste des « causeurs de troubles » connus. Durant les derniers jours de Qasim, le peuple lui demanda des armes pour se protéger des Gardes nationaux, mais il refusa d'armer les gens. Même alors les militaires étaient si impopulaires qu'ils durent tromper le peuple afin d'entrer dans les villes. Ils mirent des photographies de Qasim sur le devant de leurs chars, le peuple pensa qu'ils tentaient de le défendre contre les baasistes, alors il ne s'opposa pas à leur entrée, après il fut trop tard.

La première expérience du Baas concernant la dictature fut un échec mais ils reprirent le pouvoir en 1968. Peux-tu nous parler du chemin personnel de Saddam Hussein vers le pouvoir ?

Saddam était un petit gangster coupeur de gorge, c'est probablement pourquoi personne ne le prit trop au sérieux au début. Son rôle dans la tentative d'assassinat de Qasim fut exagéré par la suite. Graduellement il se constitua une base de pouvoir avec l'aide de sa tribu *Takriti* et d'importants propriétaires terriens.

Durant les années 60, il y avait une ré-évaluation critique des politiques du PCI concernant le Front Uni avec les patrons irakiens qui amena finalement à une scission dirigée par Aziz al-Hajj qui était influencé par Mao et Che Guevara. Ses actions de guérilla furent des échecs et le groupe fut vaincu mais ses idées demeurèrent très populaires. Il est maintenant ambassadeur Baasiste en France !

Ce n'est pas comme en Iran où les activités de guérilla menées par les gauchistes ne menacèrent jamais le régime.

Oui, en Irak la lutte armée était beaucoup plus répandue. Les assassinats de capitalistes menaient à des confrontations armées d'ampleur, et il faut dire que ces actions étaient très populaires au sein de la population. Mais la vérité est que nos mesures de sécurité étaient inadéquates. Nous contrôlions temporairement les rues car nous avions des armes mais quand le coup d'Etat de 68 se produisit, nous devînmes très exposés. Même nos leaders firent d'horribles erreurs et plein de camarades furent arrêtés et exécutés.

Je ne veux pas donner l'impression que le régime utilisait seulement la répression pour venir à bout de la lutte des classes. Non, ils utilisaient l'habituelle politique du bâton et de la carotte et cela marchait. Entre 1968 et 1974 l'Etat devint beaucoup plus puissant. De nouveau en 1972 le PCI fit un pacte avec le Baas. C'est incroyable comment ces staliniens sont complètement dégénérés. En 1975 l'accord d'Alger entre Saddam et le Shah permit aux 2 dirigeants de tourner leur attention vers leurs problèmes intérieurs. Le soulèvement kurde s'écroula très vite et Saddam devint encore plus puissant.

Peux-tu nous parler de ta propre rupture d'abord avec le stalinisme et ensuite avec le léninisme en général ?

Nous connaissions quelques camarades à Bagdad, Bassorah et au Kurdistan qui étaient aussi insatisfaits des idéologies qui prévalaient. A cette époque, nous pensions que la guérilla était le moyen suprême de la révolution mais graduellement, et sous l'influence de la révolution iranienne, nous devînmes très critiques sur la guérilla.

Je fis 2 visites en Iran durant la révolution et je ramenaï de nouvelles idées. Nous prîmes connaissance de la critique de Staline par Trotsky et plus tard nous fûmes initiés aux idées anarchistes par des camarades de Bagdad. Il y avait un journal libanais, appelé *Darajat al-arabie*, qui critiquait à la fois le léninisme et le marxisme. Nous n'étions pas toujours d'accord avec eux mais ils nous influençaient beaucoup.

Est-ce que ces révolutionnaires développaient leur propre critique indépendante du léninisme ou bien ils l'empruntaient de l'Ouest ?

Malheureusement nous, communistes « orientaux », avons toujours été stupéfaits par nos camarades « occidentaux » et regardé dans leur direction pour trouver l'inspiration divine comme les musulmans regardent vers *Kiblah* (la direction vers laquelle les musulmans se tournent pour prier). En conséquence nous avons toujours compté sur eux pour une compréhension du capitalisme.

Mais, progressivement, nous en vîmes à réaliser que les précédents partis dans lesquels nous avions été impliqués étaient comme des cages pour nos esprits, étouffant notre indépendance. En conséquence, nous rejetions le « Tiers-Mondisme » et la révolution « Socialiste » et comprenions que le seul chemin valable est une révolution *Communiste* (l'abolition de l'esclavage salarié, de l'argent et de l'Etat). Nous commençâmes à critiquer Lénine de-ci de-là mais une critique complète du léninisme vint plus tard.

A ce moment, nous décidâmes de former une nouvelle organisation appelée *Fasileh* (renommée plus tard *Kar*). Notre programme était très éclectique. Il contenait de bonnes mais aussi de mauvaises choses. Avec l'aide de quelques anarchistes nous commençâmes à publier un magazine en arabe et en kurde. Le niveau de la lutte des classes à l'intérieur de l'Irak était très bas mais la répression du régime était féroce. L'Etat essaya vraiment de nous trouver mais nous étions prudents. *Mokhaberat* (les services de sécurité) offrait une récompense pour notre arrestation et en fin de compte ils nous rafièrent.

Je m'enfuis mais un camarade fut arrêté plus tard et très probablement exécuté. Nous décidâmes d'envoyer quelques camarades à l'étranger pour apprendre de l'expérience du prolétariat mondial et établir des contacts internationalistes. Mais quand nous fûmes là, nous découvrîmes que le niveau de la lutte des classes était encore plus bas ! Ceci, ajouté aux problèmes usuels des réfugiés, mena à des petites chicanes personnelles qui nous firent oublier le but de notre venue à l'étranger. Mais maintenant ces choses commencent à s'améliorer de nouveau, nous avons une nouvelle fois commencé à nous organiser et à nous rencontrer régulièrement.

Les médias ici encouragent explicitement le nationalisme kurde. Peux-tu nous parler un peu des origines du nationalisme kurde ?

Au milieu des années 50 il n'y avait rien qui ressemble à un mouvement nationaliste kurde en Irak. Parfois, en temps de crise, le capitalisme persuadait financièrement un propriétaire terrien féodal kurde d'organiser quelque chose qu'ils nommaient un « mouvement nationaliste ». Dans le but de donner à ces leaders de la crédibilité le gouvernement central agissait « contre » eux.

A cette époque, il n'y avait pas de véritable identité patriotique kurde, elle dut être favorisée artificiellement. Les arabes et les kurdes voyaient leur lutte comme une seule et même chose. Les leaders nationalistes kurdes qui partageaient le pouvoir avec le gouvernement central rompirent avec lui lorsqu'ils reçurent de l'aide de l'occident et du Shah. Mais ils manquaient d'une base populaire et durent fuir dans les montagnes. Ils organisèrent une milice mais ils furent sévèrement vaincus au début parce que leurs soldats n'étaient *pas* volontaires. Apprenant de leurs erreurs, ils organisèrent les Peshmergas - une unité de guérilla - et cherchèrent de meilleures armes. Ils commencèrent à s'engager dans des meurtres sectaires. Par exemple, ils capturaient un chauffeur arabe et l'exécutaient parce qu'il *était* un arabe.

Ça ressemble un peu à nos nationalistes irlandais par ici ?

Oui, c'est assez similaire, des travailleurs et des étudiants arabes innocents étaient assassinés et le gouvernement, en retour, tirait profit de cela en dénonçant les atrocités « kurdes », stimulant les sentiments anti-kurdes. Les généraux irakiens envoyaient délibérément des soldats jeunes et inexpérimentés dans les zones kurdes, sachant très bien qu'ils seraient réduits en bouillie par les peshmergas. Le jour suivant, un village kurde était détruit par l'armée régulière irakienne en représailles. Toutes ces tactiques aidaient à diviser le prolétariat.

Mais malgré tout, le nationalisme n'avait pas réussi à créer des obstacles infranchissables. La preuve en est lors du dernier soulèvement. Quand les irakiens dans le sud se sont insurgés contre Saddam après la guerre, leurs efforts furent soutenus par les habitants du nord. Les soldats arabes dans le nord abandonnaient volontairement leurs armes aux kurdes.

Enfin, parlons du futur de la lutte des classes en Irak. Je pense que les américains misent encore sur un scénario à la roumaine, i.e. un soulèvement populaire par en bas suivi par un coup d'Etat préparé d'en haut pour en finir avec Saddam. Es-tu d'accord ?

Oui, probablement. Mais la situation irakienne est plus compliquée qu'en Roumanie et les divisions entre kurdes et arabes, arabes et turcs, sunnites et chiïtes peuvent facilement mener à une situation de guerre civile prolongée. Et le prochain régime aura une orientation religieuse plus marquée. Alors il y a des différences avec la Roumanie.

Le parti le plus fort semble être le *Al-Dawa* (chiïte) qui reçoit de l'aide de l'Iran. Le *Baas Radical* n'est pas très populaire et à des liens avec la syrie. Le PCI n'a plus le pouvoir qu'il avait avant mais il ne doit pas être sous-estimé. Sa base cependant semble être parmi les générations âgées et non parmi les jeunes.

Quant à l'*Union Patriotique des Kurdes* (UPK) et au *Parti Démocratique du Kurdistan* (PDK), ils avaient environ 5000 peshmergas armés avant les récents événements et ne sont pas une force aussi importante que les médias le prétendent. Les villes kurdes ont été prises non par les partis mais par le peuple. *Akhwan al-muslimin* est la dernière organisation sunnite puissante, qui est appuyée à la fois par l'Égypte et, parfois, par les USA.

Tout compte fait, il faut bien dire que le futur de l'activité prolétarienne autonome en Irak n'est pas très brillant.

Dix jours qui ébranlèrent l'Irak

Le texte suivant a été publié sous forme de « 4 pages » en 1991 et constitua une des premières sources d'information en anglais sur les soulèvements en Irak du sud et au Kurdistan. Il fut plus tard publié dans le magazine Wildcat.

La guerre du Golfe ne prit pas fin par la victoire de l'Amérique et des alliés. Elle prit fin par la désertion en masse de milliers de soldats irakiens. Le refus de combattre pour l'Etat irakien de la part des conscrits était si écrasant que, contrairement à toutes les prévisions, pas un seul soldat allié ne fut tué par des tirs hostiles lors de la phase finale de l'assaut terrestre pour reconquérir le Koweït. En effet l'ampleur absolue de cette mutinerie est peut-être sans précédent dans l'histoire militaire moderne.

Mais ces troupes mutinées ne firent pas que s'enfuir vers l'Irak. Sur leur retour beaucoup d'entre elles tournèrent leurs armes contre l'Etat irakien, allumant un soulèvement simultané à la fois dans le sud de l'Irak et dans le Kurdistan au nord. Seul la région centrale demeura fermement dans les mains de l'Etat dans les 2 semaines qui suivirent la fin de la guerre.

Depuis le tout début les médias occidentaux ont grossièrement déformé ces soulèvements. Le soulèvement dans le sud, centré à Bassorah, fut montré comme une révolte des musulmans chiites tandis que l'insurrection dans le nord était relatée exclusivement comme un soulèvement nationaliste kurde qui ne demandait rien de plus qu'une région kurde autonome au sein de l'Irak.

La vérité est que ces soulèvements au nord comme au sud de l'Irak étaient des insurrections prolétariennes.

Bassorah est une des zones les plus sécularisée du Moyen Orient. Presque personne ne va dans les mosquées à Bassorah. Les traditions radicales dans cette zone ne sont pas celles du fondamentalisme islamique mais plutôt celles du nationalisme arabe et du stalinisme. Le Parti Communiste Irakien est le seul parti bourgeois avec une influence signifiante dans la région. Les villes de Bassorah, Nasiriyah et Hillah sont connues depuis longtemps comme la région du parti communiste et ont une longue histoire de rébellion à la fois contre la religion et l'Etat. La classe ouvrière « irakienne » a toujours été une des plus remuantes dans cette région explosive.

Dans le nord, il y a peu de sympathie pour les partis nationalistes, le PDK et l'UPK, et leurs peshmergas (mouvements de guérilla) à cause des échecs répétés de leurs compromis avec l'Etat irakien. Cela est particulièrement vrai dans la zone de Sulaymaniyah. Les habitants de cette zone ont été spécialement hostiles aux nationalistes depuis le massacre de Halabja. Avant l'attaque chimique par l'aviation irakienne contre les déserteurs et les civils de la ville de Halabja en 1988, les peshmergas avaient d'abord dissuadé les gens de fuir et, ensuite, ils vinrent piller et violer ceux qui avaient survécu au massacre. En conséquence, de

nombreux villageois ont depuis lors refusé de nourrir et d'abriter les peshmergas nationalistes. Comme dans le sud, le Parti Communiste et ses peshmergas sont plus populaires.

Le soulèvement dans le nord n'était pas nationaliste. A son début, les officiels baasistes et les membres de la police secrète furent exécutés, les dossiers de la police furent détruits et les prisons ravagées. Les gens étaient ouvertement hostiles aux politiques bourgeoises des nationalistes kurdes. A Sulaymaniyah les peshmergas nationalistes furent exclus de la ville et le leader en exil de l'Union Patriotique du Kurdistan, Jalal Talabani, fut dissuadé de revenir dans sa ville natale. Quand le dirigeant du Parti Démocratique kurde, Massoud Barzani, vint à Chamcharnal, près de Sulaymaniyah, il fut attaqué et deux de ses gardes du corps furent tués. Quand les nationalistes diffusèrent le slogan : « *Il est temps de tuer les baasistes !* », le peuple de Sulaymaniyah répondirent avec le slogan : « *Il est temps pour les nationalistes de piller les Porsches !* », signifiant que les nationalistes étaient uniquement intéressés par le pillage.

Un groupe révolutionnaire, « *Perspective Communiste* », joua un rôle majeur dans l'insurrection. Dans leur publication, *Prolétariat*, ils défendirent la mise en place de conseils ouvriers. Cela provoqua la peur et la colère parmi les nationalistes aussi bien que parmi le Parti Communiste et ses groupes scissionnistes.

Confrontés à ces soulèvements prolétariens les divers intérêts bourgeois dans la région durent suspendre les hostilités et s'unir pour les supprimer. Il est bien connu que l'Occident, mené par les USA, a longtemps soutenu le régime brutal de Saddam Hussein. Ils l'ont soutenu durant la guerre contre l'Iran.

En soutenant Saddam, la classe dirigeante occidentale reconnaissait aussi que le parti Baas, en tant que parti fasciste de masse, était la seule force en Irak capable de réprimer de manière impitoyable le prolétariat de la production pétrolière.

Toutefois, l'ultime stratégie de Saddam pour maintenir la paix sociale en Irak était une campagne de guerre permanente et la militarisation de la société. Mais une telle stratégie pouvait seulement mener à une ruine économique plus importante et à l'intensification des antagonismes de classe. Au printemps 1990 la contradiction était devenue explosive. L'économie irakienne était anéantie après huit ans de guerre avec l'Iran. La production pétrolière, la principale source de devises fortes, était réduite tandis que les prix du pétrole étaient relativement bas. Les seules options, une fois la paix revenue, pour tenir les promesses de prospérité faites en temps de guerre étaient une hausse du prix du pétrole ou une nouvelle guerre. Le dernier choix était bloqué par le Koweït et l'Arabie Saoudite. Le saut audacieux de Saddam pour sortir de l'impasse fut d'annexer le Koweït et ses riches champs de pétrole.

Cela donna à l'Amérique l'opportunité de réaffirmer son hégémonie politique, pas seulement au Moyen Orient, mais aussi dans le monde entier. Avec l'espoir d'exorciser le spectre de la guerre du Vietnam, le régime de Bush prépara la guerre totale. L'administration Bush espérait une victoire rapide et décisive qui expulserait l'Irak du Koweït tout en laissant le régime irakien intact. Toutefois, afin de mobiliser le front intérieur pour la guerre, Bush devait assimiler Saddam

à Hitler et il s'engagea ainsi de plus en plus publiquement en faveur du renversement du leader irakien.

Avec cet engagement le gouvernement américain cherchait maintenant à imposer une telle défaite militaire au parti baasiste qu'il serait obligé de remplacer Saddam par quelqu'un d'autre. En effet le régime de Bush invitait ouvertement les cercles dirigeants en Irak à remplacer Saddam Hussein à l'approche de la guerre terrestre en mars. Toutefois la désertion en masse des conscrits irakiens et les soulèvements ultérieurs volèrent le gouvernement américain d'une telle victoire comode. Au lieu de cela il devait faire face à la perspective d'un soulèvement tournant à la révolution prolétarienne de grande envergure, avec toutes les conséquences terribles que cela pouvait avoir pour l'accumulation du capital au Moyen Orient.

La dernière chose que le gouvernement américain voulait c'était être embarqué dans une occupation militaire prolongée de l'Irak dans le but d'en finir avec les soulèvements. Il était beaucoup plus efficace de soutenir l'Etat en place. Mais il n'était alors plus temps d'insister sur le renversement de Saddam Hussein. Il pouvait difficilement se permettre la perturbation que cela causerait. De là, l'hostilité de Bush au boucher de Bagdad s'évapora, presque du jour au lendemain. Les 2 bouchers rivaux devinrent partenaires.

Leur première tâche fut d'écraser le soulèvement dans le sud qui était grossi par les énormes colonnes de déserteurs remontant en flots vers le nord depuis le Koweït. Même si ces conscrits irakiens en fuite ne constituaient pas une menace militaire pour les troupes alliées, ni pour l'objectif de « libérer » le Koweït, la guerre fut prolongée suffisamment longtemps pour qu'ils puissent être écrasés sous un tapis de bombe par la RAF et l'USAF sur la route de Bassorah. Ce massacre de sang-froid ne servait pas d'autre but que préserver l'Etat irakien des déserteurs mutinés et en armes.

Après ce massacre les forces terrestres alliées, qui s'étaient emparée du sud de l'Irak pour encercler le Koweït, stoppèrent près de Bassorah et lâchèrent la bride aux Gardes Républicains, les troupes d'élite loyales au régime irakien, qui écrasèrent les insurgés. Toutes les propositions d'infliger une défaite décisive aux Gardes Nationaux ou à avancer vers Bagdad pour renverser Saddam furent vite oubliées. Lors des négociations de cessez le feu, les forces alliées insistèrent sur le maintien au sol de tous les avions mais l'utilisation des hélicoptères, vitaux pour la contre-insurrection, fut autorisée pour des « *buts administratifs* ». Cette « *concession* » fit la preuve de son importance dès lors que le soulèvement dans le sud fut écrasé et que l'Etat irakien put tourner son attention sur l'insurrection qui avançait dans le nord.

Alors que le soulèvement à Bassorah fut écrasé presque à ses débuts, le soulèvement au nord eut plus de temps pour se développer. Il commença à Raniah et s'étendit à Sulaymaniyah et Kût et à son apogée il menaça de s'étendre au-delà du Kurdistan vers la capitale. Le but originel du soulèvement était exprimé par le slogan : « *Nous célébrerons notre nouvel an avec les arabes à Bagdad !* ». La défaite de cette rébellion est due autant aux nationalistes kurdes qu'aux pouvoirs occidentaux et à l'Etat irakien.

Comme tous les mouvements nationalistes les nationalistes kurdes défendent les intérêts des classes possédantes contre la classe ouvrière. La plupart des leaders nationalistes kurdes viennent de très riches familles. Par exemple, Talabani vient d'une dynastie mise en place à l'origine par les anglais et ses parents possèdent des hôtels de luxe en Angleterre. Le PDK fut créé par de riches exilés chassés du Kurdistan par les soulèvements de masse de la classe ouvrière en 1958 lorsque des centaines de propriétaires terriens et de capitalistes furent pendus. Ces événements agités eurent comme conséquence une rencontre de bourgeois exilés à Rezaieh, en Iran, qui organisèrent des escadrons de la mort pour tuer des militants de la lutte des classes au Kurdistan irakien. Plus tard, ils se livrèrent à des meurtres racistes d'arabes. Durant la guerre Irak-Iran très peu de déserteurs rejoignirent les nationalistes et l'UPK reçut une amnistie de la part de l'Etat irakien pour avoir réprimé les déserteurs.

Ces nationalistes kurdes, comme la bourgeoisie internationale, reconnaissent l'importance d'un Etat irakien fort dans le but de maintenir l'accumulation du capital contre une classe ouvrière militante. Et ce à un tel point, en fait, qu'ils demandaient simplement le statut de région autonome à l'intérieur d'un Irak uni.

Durant le soulèvement, ils firent de leur mieux pour défendre l'Etat irakien. Ils sont activement intervenus pour empêcher la destruction des dossiers de la police et des propriétés d'Etat, y compris les bases militaires. Les nationalistes empêchèrent les déserteurs arabes de se joindre au soulèvement « kurde », ils les désarmèrent et les renvoyèrent vers Bagdad pour y être arrêtés. Ils firent tout ce qu'ils pouvaient pour éviter que le soulèvement ne s'étende au-delà des « frontières » du Kurdistan, ce qui constituait son unique espoir de succès. Quand l'Etat irakien commença à s'occuper du soulèvement au Kurdistan les stations de radios nationalistes n'encouragèrent pas ni ne coordonnèrent la résistance. Au contraire, elles exagérèrent la menace représentée par les troupes irakiennes démoralisées qui étaient encore loyales au gouvernement et conseillèrent aux gens de fuir dans les montagnes. Ce qu'ils firent finalement. Rien de tout cela n'est surprenant si l'on analyse l'histoire des nationalistes.

Bien qu'il y ait beaucoup d'hostilité envers les nationalistes kurdes, comme nous l'avons vu, ils furent capables de prendre le contrôle et de stopper l'insurrection au Kurdistan grâce à leur organisation et à leur ressources matérielles importantes. Ayant été longtemps soutenus par l'occident, le PDK par les USA et l'UPK par la Grande-Bretagne, les partis nationalistes kurdes étaient en mesure de contrôler l'approvisionnement en nourriture et l'information. Cela était vital car après des années de privations, exacerbées par la guerre, la recherche de nourriture était un souci primordial. De nombreuses personnes furent satisfaites principalement par les pillages de nourriture plutôt que par le maintien d'une organisation révolutionnaire et le développement de l'insurrection. Cette faiblesse permit aux organisations nationalistes d'intervenir avec leurs importants approvisionnements en nourriture et leurs stations de radio bien établies.

La guerre dans le Golfe prit fin du fait du refus de combattre de la classe ouvrière irakienne et par les soulèvements qui en découlèrent en Irak. Mais ces actions prolétariennes furent écrasées par les efforts combinés de nombreuses

et diverses forces bourgeoises nationales et internationales. Une fois de plus le nationalisme a constitué la pierre d'achoppement de l'insurrection prolétarienne. Il est important de souligner que la politique au Moyen Orient n'est pas dominée par le fondamentalisme islamique et le nationalisme arabe, comme cela est d'ordinaire affirmé par la presse bourgeoise, mais qu'elle repose sur le conflit de classe. Il faut dire également que les perspectives immédiates concernant le développement de la lutte de la classe ouvrière en Irak sont, pour l'heure, lugubres.

La guerre n'eut pas pour seul résultat la défaite de la classe ouvrière irakienne, elle révéla aussi l'état de défaite de la classe ouvrière aux USA et, à un moindre degré, en Europe. Le mouvement anti-guerre occidental ne se transforma jamais en une opposition massive de la classe ouvrière à la guerre. Il demeura opposé par une orientation pacifiste qui « s'opposa » à la guerre dans les termes d'un intérêt national alternatif : « *La paix est patriotique* ». Bien qu'il exprima de l'horreur pour l'holocauste des alliés, il n'y opposa rien qui puisse l'amener à une confrontation avec l'Etat. Au lieu de cela il se concentra sur de futiles protestations symboliques qui favorisèrent le sentiment d'impuissance face à la machine de guerre étatique.

A la suite de la défaite de l'insurrection, la déformation des faits par les médias occidentaux continua. Le prolétariat fut représenté par des victimes sans ressources, mûres pour la condescendance et la charité, reconnaissantes pour les spectacles de pop stars enfourchant une nouvelle fois le cheval du Live Aid. Pour ceux qui se souvenaient du soulèvement un tee-shirt « *Let It Be... Kurdistan* » constitua la réponse évidente. Pendant que le soulèvement était défait nous ne pûmes éviter que ses objectifs et la manière utilisée pour l'écraser soient déformés sans coup férir, d'où ce texte.

L'incapacité de la classe ouvrière à reconnaître ses propres intérêts de classe comme étant différents de « l'intérêt national » et à saboter l'effort de guerre peut seulement aboutir à approfondir, au sein de notre classe internationale, les divisions le long de lignes nationales. Nos dirigeants seront désormais beaucoup plus confiants dans la conduite, sans opposition, de guerres meurtrières ailleurs dans le monde, une confiance qui leur faisait défaut depuis que la classe ouvrière avait mis fin à la guerre du Vietnam par des mutineries, des désertions, des grèves et des émeutes.

L'OPPOSITION À LA GUERRE EN IRAK

Il y a eu une longue tradition de lutte de classe en Irak, particulièrement depuis la révolution de 1958. Avec la stratégie de Saddam de mener une politique guerrière permanente en vue de maintenir la paix sociale, cette lutte a souvent pris la forme d'une désertion en masse de l'armée. Durant la guerre Irak-Iran des dizaines de milliers de soldats ont déserté l'armée. Cela a grossi l'opposition de masse de la classe ouvrière à la guerre. Avec le manque de fiabilité de l'armée, il devint progressivement difficile pour l'Etat irakien d'écraser ces rébellions de la classe ouvrière. C'est pour cette raison que Saddam Hussein utilisa des armes chimiques contre la ville d'Halabja en 1988.

A la suite de l'invasion du Koweït, il y eut beaucoup de manifestations contre la poursuite de son occupation. Même le parti Baas dirigeant fut obligé d'orga-

niser de telles manifestations sous le slogan : « Non au Koweït : nous voulons seulement Saddam et l'Irak ! », et ce dans le but de prendre la tête du sentiment anti-guerre. Avec la hausse dramatique du prix des produits de première nécessité - rien que les prix de la nourriture augmentèrent de 20 fois par rapport à leurs niveaux d'avant l'invasion - il y avait peu d'enthousiasme pour la guerre. L'attitude commune à travers l'Irak était le défaitisme.

Malgré une augmentation de 200% de la solde, la désertion de l'armée devint commune. Rien que dans la ville de Sulaymaniyah, on estimait à 30 000 le nombre de déserteurs. A Kût, ils étaient 20 000. La désertion était si répandue qu'il devint relativement aisé pour les soldats de soudoyer leurs officiers pour quitter l'armée. Mais ces conscrits de la classe ouvrière ne faisaient pas que désérer, ils s'organisaient. A Kût, des milliers d'entre eux marchèrent sur le commissariat local et forcèrent la police à mettre fin au harcèlement des déserteurs.

2 jours après le début du conflit, des émeutes anti-guerre éclataient à Raniah et plus tard à Sulaymaniyah.

Les informations contenues dans ce texte ont été synthétisées à partir d'une brochure en anglais intitulée « The kurdish uprising ».

D'abord publiée à Londres en 1991, elle a ensuite été rééditée par la distro radicale américaine (aujourd'hui disparue) Firestarter Press en 2003 puis par la distro One Thousand Emotions en 2006 (pour recevoir leur catalogue, écrire à l'adresse suivante : One Thousand Emotions PO Box 63 333, St Louis, MO 63 163, USA).

L'INSURRECTION POPULAIRE DE MARS 1991 AU KURDISTAN

LE CONTEXTE AVANT L'INSURRECTION

La répression est très dure au Kurdistan à la fin des années 80. Les massacres se succèdent. Les résistances populaires sont écrasées. Les peshmergas nationalistes ne font pas le poids face aux troupes du régime. Une part importante de l'opposition kurde a fui en Iran. La situation est vécue comme étant sans issue possible.

Il y a de nombreux déserteurs qui cherchent à échapper aux carnages de la guerre Iran/Irak. Lorsque la guerre prend fin, en août 1988, l'inquiétude s'accroît même car les gens craignent que le régime, libéré du poids de la guerre, ne renforce encore son oppression.

La situation économique est difficile. Le niveau de vie est très bas et la plupart des hommes kurdes nés entre 1945 et 1972 sont enrôlés, sans solde, dans l'armée ou se planquent comme déserteurs. Après l'invasion du Koweït, lorsque les menaces d'intervention militaire occidentale se précisent, le régime de Saddam Hussein concentre là bas essentiellement des troupes d'origine kurde. Le risque de guerre devenant réel et peu disposés à être sacrifiés par le régime, les kurdes commencent à désertre en masse. On en trouve cachés quasiment dans toutes les maisons du Kurdistan. Beaucoup de gens commencent à se dire qu'une intervention occidentale pourrait permettre d'en finir avec la dictature baasiste. Le régime pourchasse les déserteurs mais la corruption est telle qu'ils arrivent souvent à retrouver la liberté en échange d'une petite somme d'argent payée aux policiers ou aux militaires qui les ont capturés.

Le lendemain des premiers bombardements occidentaux, la population kurde se réjouit massivement et ostensiblement. L'espoir de voir tomber le régime renaît. La peur s'envole. Les discussions sur la situation et sur ce qu'il faut faire se multiplient.

Lorsque la guerre terrestre est déclenchée, des milliers de déserteurs s'enfuient pour rentrer chez eux racontant sur leur passage comment le régime les a laissés crever de faim pendant des semaines, comment ils ont été massacrés par les forces occidentales, comment le régime leur a menti en leur assurant que la guerre

n'aurait pas lieu. Un cessez le feu est signé avec les occidentaux le 26 février 1991. Puis, rapidement, commencent à arriver également les premiers témoignages sur le début de l'insurrection au sud du pays, sur la prise de Bassorah le 29 février par des milliers de déserteurs et de civils en armes. L'insurrection au sud se propage ensuite aux villes de Nasiriyah, Samawah, Najaf, Kurbala, Hillah etc... avec l'aide d'une partie de l'armée mutinée qui a rejoint les déserteurs et les insurgés. L'influence religieuse chiite semble avoir été quand même assez importante au sein de l'insurrection sudiste (ce qui ne signifie pas qu'elle ait joué un rôle prédominant). Le régime baasiste reprendra rapidement et très brutalement le contrôle du sud du pays.

LE SOULÈVEMENT AU KURDISTAN

Les informations dont nous disposons concernent en fait essentiellement la ville de Sulaymaniyah. La situation y est explosive. Depuis des semaines les gens y discutent de la chute possible du régime à cause de la guerre avec les occidentaux. Tout le monde sent qu'il va se passer quelque chose, qu'il DOIT se passer quelque chose mais personne ne sait trop que faire ni comment le faire.

Les partis nationalistes kurdes (UPK et PDK) appellent depuis quelques temps, à travers leurs stations de radio, les gens à se préparer au soulèvement, l'armée à fraterniser, annoncent une amnistie pour les Mstashars (des auxiliaires kurdes de l'armée irakienne) s'ils se joignent à la lutte contre le régime, relayent les informations sur l'insurrection populaire au sud du pays. La date du 7 mars est annoncée pour un possible soulèvement. Les partis nationalistes contactent leurs sympathisants et leurs anciens membres pour les inciter à s'armer et à constituer des groupes prêts à passer à l'action.

Des petits noyaux de militants communistes révolutionnaires (qui ne font pas partie du PC irakien) s'agitent également, tentent de se rencontrer et de se coordonner. Certains demandent des armes aux partis nationalistes... sans succès. La situation semble assez confuse. Les armes font cruellement défaut et la coordination est apparemment faible. Mais tout le monde sent qu'il suffira d'une étincelle pour que tout s'embrace. Les forces de sécurité avertissent qu'elles exécuteront toute personne prise les armes à la main. Le 7 mars, dès 7-8 heures du matin, dans une dizaine de quartiers populaires, de petits groupes d'activistes plus ou moins communistes se rassemblent avec quelques armes dans la rue.

Dans le quartier de Tooy Malik par exemple, ils sont 7 et disposent d'un fusil et d'une mitrailleuse. Ils parcourent les rues en appelant les gens à rejoindre l'insurrection. De 7 personnes, leur attroupement passe rapidement à plusieurs centaines. Le premier objectif de cette foule est alors de trouver des armes. La foule fait alors le tour des maisons habitées par les auxiliaires kurdes de l'armée irakienne et les incite à rejoindre le soulèvement avec leurs armes, ce qu'ils font quasiment tous. Un peu mieux armée, la foule commence à attaquer les premiers bâtiments officiels récupérant à chaque fois un peu plus d'armes. Il semble que dans tous les quartiers de la ville, les mêmes faits se déroulent simultanément. En milieu de matinée, on entend des échanges de coup de feu dans toute la ville tandis que montent les premières colonnes de fumée provenant des bâtiments incendiés par

la foule. Les commissariats sont pris d'assaut, les prisons envahies, les prisonniers libérés et les murs détruits, les tribunaux incendiés ainsi que les locaux du parti baas. Certains policiers particulièrement haïs par la population sont décapités, démembrés et leurs restes pendus aux feux de signalisation. D'autres sont simplement désarmés et laissés libres. Devant le commissariat central pris par les insurgés, une foule énorme réquisitionne tous les véhicules possibles et organise des convois armés qui partent vers tous les endroits non encore libérés de la ville, escortés par des véhicules blindés capturés. Les pillages se généralisent : administrations, casernements, magasins, usines, hôpital...

Ce même jour, la base militaire d'Hamia proche de la ville est prise. Les postes militaires qui entourent la ville tombent les uns après les autres sans offrir de résistance. Des milliers d'armes sont saisies et distribuées. Au soir du 7 mars, seul le quartier général des forces de sécurité, complètement encerclé, résiste encore, tirant des obus au hasard sur la ville. Il y a plus de 300 morts parmi la population et l'hôpital, pillé, accueille près d'un millier de blessés. Des activistes communistes occupent une école et tentent d'en faire une sorte de quartier général des insurgés. Elle sert de lieu de réunion, de point d'information, de prison pour les dizaines de policiers et militaires capturés. Des milliers d'insurgés y passent pour se coordonner. Des voitures équipées de haut-parleurs en partent pour sillonner la ville appelant les gens à rendre le matériel médical volé à l'hôpital et à s'y rendre pour effectuer des dons de sang pour les blessés. Des dizaines de **shoras** (des sortes de conseils populaires de quartiers ou de conseils ouvriers dans les usines) se créent spontanément et tentent de se fédérer localement. L'école occupée devient leur quartier général.

Le matin du 8 mars, 200 peshmergas du Front du Kurdistan (qui réunit l'UPK et le PDK) arrivent à proximité de Sulaymaniyah. Ils ignorent que pratiquement toute la ville est sous contrôle populaire. Ce même jour, le quartier général des forces de sécurité finit par tomber aux mains des insurgés après de très durs combats. Les prisonniers sont libérés. Des salles de tortures sont découvertes ainsi que des lieux d'exécutions et des chambres destinées au viol collectif des prisonnières. Il n'y aura pas de quartier. Les 800 membres des forces de sécurité qui se trouvent là sont massacrés. Seuls quelques dizaines en réchappent et sont emmenés à l'école qui sert de QG au mouvement des shoras. 8 d'entre eux y seront lynchés peu de temps après par une foule qui menace de dévaster l'école si on ne lui livre pas certains tortionnaires.

Le 9 mars, alors que les combats en ville ont pris fin, le Front du Kurdistan s'y installe officiellement en occupant un bâtiment du parti baas. Le mouvement des shoras s'étend. On en compte alors une cinquantaine à Sulaymaniyah. Les revendications et mots d'ordre formulés par les shoras sont à la fois politiques et sociaux : libertés politiques, liberté d'association, liberté de la presse, autodétermination du peuple kurde, droit de grève, droits des femmes, séparation entre l'Etat et la religion, liberté de culte pour tous, hausse des salaires, amélioration des conditions de travail, lutte contre le chômage, réduction du temps de travail, contrôle ouvrier, gestion directe des affaires publiques de la ville...

Les shoras sont rapidement amenés, du fait de la situation, à prendre en charge certains aspects de la vie collective en temps d'insurrection: collecte de sang, remise en route de l'hôpital (où existe un shora), ramassage des cadavres dans les rues, nettoyage de celles-ci, organisation de milices, rétablissements de la distribution d'eau et d'électricité (les travailleurs des services de l'eau et de l'électricité ont également mis en place des shoras). La prise en charge de ces tâches est également un moyen de populariser le mouvement des shoras.

Des membres du mouvement des shoras se rendent également à Hawlir (il semble que ce soit le nom kurde de la ville d'Arbil) où quelques shoras se sont également créés afin d'aider à leur développement. Là bas aussi le mouvement des shoras s'étendra rapidement dans les quartiers populaires et les usines. Une quarantaine de shoras verront le jour dans cette ville.

On en recensera aussi une poignée à Kirkouk (les combats incessants qui se sont déroulés dans cette ville ont apparemment empêché le mouvement des shoras de s'y développer) et quelques shoras apparaîtront également à Raniah et Nasro Bareeka.

En quelques jours la plupart des villes du Kurdistan vont tomber, le plus souvent sans résistance (la police et les militaires semblent peu désireux de se battre).

Les relations entre le mouvement des shoras et le Front du Kurdistan vont rapidement se dégrader (voir un peu plus loin les notes complémentaires sur le mouvement des shoras).

Après avoir écrasé l'insurrection au sud, le régime baasiste se retourne contre l'insurrection au Kurdistan qui a eu plus de temps pour se développer et s'organiser. Le mouvement des shoras de Sulaymaniyah va envoyer quelques petits détachements armés appuyer la résistance à Kalar et Kirkouk (ville qui changera plusieurs fois de mains avant d'être reprise par les forces armées baasistes).

Mais début avril, l'armée irakienne est à portée de canons de Sulaymaniyah qui commence à être bombardée. Le 3 avril, le Front du Kurdistan appelle la population à fuir dans les montagnes alors qu'il avait d'abord juré de défendre la ville. La ville se vide de plus de 80% de sa population qui fuit vers les montagnes sous les bombardements meurtriers de l'aviation.

La contre-offensive baasiste reprendra beaucoup de villes et entraînera un exode massif de centaines de milliers de kurdes vers l'Iran et la Turquie avant d'être freiné par les peshmergas et par l'interdiction de survol du Kurdistan décrété par les pays occidentaux. Des négociations auront alors lieu entre le régime baasiste et le Front du Kurdistan. Et une partie du Kurdistan irakien obtiendra de facto une très large autonomie... dont les premiers mois furent marqués par un violent conflit armé entre l'UPK et le PDK à propos du partage du pouvoir dans cette zone.

QUELQUES NOTES COMPLÉMENTAIRES

... SUR LE MOUVEMENT DES SHORAS...

Le mot « shora » signifie « conseil ». Historiquement, on entend parler pour la première fois des shoras lors de la révolution iranienne de 1979 qui aboutit au renversement du Shah. Les ouvriers iraniens vont alors créer de nombreuses shoras dans les usines. Ce sont des assemblées unitaires et auto-organisées de travailleurs qui essaient de créer un rapport de force qui soit leur soit favorable, de se coordonner pour faire valoir leurs revendications et organiser souvent un « contrôle ouvrier » sur la production dans les entreprises. Le régime des mollahs qui finit par s'instaurer n'aura de cesse de chercher à discréditer, étouffer et récupérer cette expression d'autonomie de la classe ouvrière, allant même jusqu'à créer de toute pièce des Sociétés islamiques (« anjomans ») dans les entreprises afin de s'opposer à l'influence des shoras.

Le régime islamiste finira par réprimer brutalement les shoras en 1981. Des milliers de travailleurs combatifs furent arrêtés, emprisonnés et exécutés (ce qui n'empêche pas une vague de luttes locales sauvages dans les usines en 83-85).

Au Kurdistan irakiens de nombreuses shoras verront le jour à l'occasion de l'insurrection de mars 1991 dans plusieurs villes, organisées soit dans des entreprises, des services publics ou des quartiers prolétaires pour faire face aux impératifs immédiats d'une situation chaotique. Ces shoras sont le plus souvent auto-organisées et indépendantes, parfois elles sont créées et contrôlées par des groupuscules communistes qui cherchent à les utiliser comme tremplin.

A Sulaymaniyah, qui est le bastion de ce mouvement des shoras, elles se coordonnent localement, définissent leurs revendications politiques et sociales et prennent en charge l'administration et la défense de la ville. 2 tendances générales vont rapidement, encore qu'assez confusément, émerger en leur sein : une tendance autonome, favorable à l'affirmation des shoras comme instrument d'un pouvoir populaire indépendant de l'Etat et des organisations nationalistes (Tout le pouvoir aux shoras) et une autre, plutôt favorable à un compromis avec les organisations nationalistes kurdes et à une auto-limitation des tâches et objectifs des shoras à la défense des intérêts matériels des travailleurs.

...ET SES RELATIONS AVEC LE FRONT DU KURDISTAN

Le Front du Kurdistan (qui regroupe, provisoirement, l'UPK et le PDK) perçoit évidemment les shoras comme un obstacle et un concurrent possible à l'établissement de son propre pouvoir. Sachant qu'il y a au sein des shoras des éléments communistes qui leurs sont hostiles et étant, par ailleurs, en tant qu'organisations nationalistes bourgeoises, très méfiantes vis à vis de toute forme d'auto-organisation combative des prolétaires, UPK et PDK vont rapidement chercher à discréditer un mouvement des shoras qu'ils ne peuvent contrôler.

La radio du Front du Kurdistan (FK) qualifiera les shoras de repères de communistes et d'anarchistes, les accusera d'inefficacité et de créer des troubles. Plu-

sieurs rencontres tendues auront lieu entre le FK et des représentants (parfois auto-proclamés) des shoras mais elles ne déboucheront sur aucun accord. Les groupuscules marxistes-léninistes actifs dans les shoras organiseront des manifs hostiles aux FK qui lui même en organisera contre les shoras. Le KF appellera même, sans résultats, à leur dissolution le 18 mars.

L'avancée de la contre-offensive du régime baasiste mettra fin au mouvement des shoras en tant que tel même si certaines shoras semblent avoir perduré jusqu'au début de l'été 91.

À PROPOS DES PARTIS NATIONALISTES KURDES

Ils sont à l'origine créés par des membres importants de la bourgeoisie kurde au début des années 60, avec tout ce que cela implique d'hostilité vis à vis de la classe ouvrière et des paysans pauvres. Les partis nationalistes kurdes irakiens ne vont pas cesser de rechercher différents appuis étatiques étrangers (iraniens, israéliens, américains...) pour armer, financer, appuyer diplomatiquement leurs appareils. Ils livreront par exemple dans les années 70 à la police politique irakienne de nombreux opposants au shah qui s'étaient réfugiés au Kurdistan irakien (y compris des opposants kurdes iraniens).

Leurs relations avec le pouvoir baasiste vont osciller constamment entre affrontement et collaboration. A certains moments cela sera la guerre totale, à d'autres moment les unités militaires de peshmergas nationalistes des différents partis vont quasiment accepter de devenir des troupes auxiliaires de l'Etat irakien en échange de vagues promesses d'autonomie du Kurdistan. Ainsi en 1963, les nationalistes kurdes liquideront plusieurs foyers d'insurrection communiste au Kurdistan pour le compte du régime baasiste récemment installé. A la fin des années 60, l'UPK dirigé par Jalal Talabani et le PDK dirigé par Massoud Barzani se firent la guerre, liquidant des milliers de kurdes supposés appartenir au parti adverse. Au début des années 70, ils livreront à l'Etat baasiste des guérilleros marxistes qui seront immédiatement exécutés. Dans les années 80, ils liquidèrent par dizaines des membres du Parti Communiste. Pendant la guerre Iran/Irak, le PDK soutenait Saddam tandis que l'UPK alliés aux islamistes iraniens le combattait. La réputation d'opportunisme, de cynisme, de brutalité et de corruption des partis nationalistes kurdes n'est plus à faire.

Luttes sociales en Irak (2003-2006)

Juillet 2003

L'armée américaine emploie les baïonnettes pour disperser une manifestation de chômeurs à Bagdad.

Août 2003

Le Syndicat des chômeurs organise un sit-in de quarante-cinq jours devant le bureau de Paul Bremer, représentant de l'administration américaine. Qasim Hadi, leader du syndicat, est arrêté à deux reprises.

Septembre 2003

A Kirkuk, le conseil ouvrier de la Compagnie pétrolière du nord manifeste contre l'arrestation de l'un des membres, Muhammad Raadi Oraybi.

Novembre 2003

A Bagdad, les travailleurs du coton virent le directeur de leur usine, un ancien responsable baasiste, et organisent eux-mêmes la vente des produits sous contrôle des délégués syndicaux qu'ils ont eux-mêmes élus.

Le Parti Communiste Ouvrier d'Irak nous a fait parvenir un communiqué à propos des attaques dont ses militants ont été la cible dans la ville de Nassiriya. Il donne une idée de la situation que vivent aujourd'hui les militants qui, avec courage, se réclament des idées communistes en Irak, en devant faire face à des attaques dans lesquelles les forces réactionnaires islamistes, les armées d'occupation et les autorités irakiennes elles-mêmes, dans la mesure où elles sont reconstituées, peuvent être complices. Lutte Ouvrière exprime ici toute sa solidarité avec ces camarades, dont on a appris depuis qu'ils avaient tous été libérés, le siège de leur parti restant cependant occupé par les carabinieri italiens.

Le 16 juillet, une bande terroriste islamique appartenant à Bakir el Sadr et dénommée El Haouza El Elmiyah a attaqué le siège du Parti Communiste Ouvrier d'Irak à Nassiriya. L'affrontement était inévitable et les terroristes ont été repoussés. Durant le week-end, pendant que le bureau était clos, ils sont entrés en enfonçant la porte, mettant le feu aux meubles, aux documents, aux journaux, et prenant position dans le local.

Le 20 juillet nous avons été en mesure de chasser la bande de notre siège et nous en avons repris possession. Le 21 juillet cette bande de terroristes, avec des renforts armés et avec l'appui du Conseil supérieur islamique et de groupes tribaux réactionnaires, a de nouveau attaqué notre siège et l'affrontement a été extrêmement dur. Ils ont réussi leur plan visant à enlever quatre membres de notre parti et les ont sauvagement torturés.

Après l'incident, les carabinieri italiens, à qui est assigné le contrôle de la ville de Nassiriya dans le cadre des forces d'occupation, ont fait une incursion au

siège de notre parti et en ont pris possession, arrêtant tous les camarades présents, une vingtaine, sans les relâcher. Quelques camarades ont été remis au général Hassad Ibrahim Dahad, figure louche commandant la police locale et qui lui-même les a remis aux terroristes islamistes de Heider El Ghazi.

La vie de tous ces camarades est donc en péril.

Après onze jours de sit-in, le syndicat des chômeurs obtient des créations d'emplois par la municipalité de Kirkuk.

Décembre 2003

Fondation de la Fédération des conseils ouvriers et syndicats (FCOSI), à Bagdad, lors d'une conférence qui réunit également des travailleurs de Kirkuk, Nassiriyah, Ramadi, Hilla, Kut et Samaw.

Les travailleurs de l'industrie du cuir à Bagdad font grève contre les augmentations d'horaires.

Janvier 2004

Le mouvement des travailleurs du cuir se durcit. Comme ceux du coton, ils virent leur directeur. Deux des meneurs de la grève sont blessés par balle dans un affrontement armé avec la milice patronale.

A Bassorah, les ouvriers de la Compagnie pétrolière du sud obtiennent une augmentation de salaire, après avoir menacé leur ministère de passer à la lutte armée.

A Al-Siwanah, un groupe islamiste tire sur une manifestation de chômeurs et tue quatre personnes.

Le gouvernement décide que seule Fédération des syndicats irakiens, liée au Parti communiste (proaméricain) sera reconnue. La FCOSI proteste auprès de l'Organisation internationale du travail.

Dans la ville d'Al Amarah, située au sud-est de l'Irak et sous contrôle des troupes britanniques, six personnes ont été tuées et onze autres blessées samedi 10 janvier, alors qu'elles manifestaient pour réclamer du travail.

Plusieurs centaines de personnes s'étaient rassemblées devant le siège régional de la coalition pour réclamer des emplois qui leur avaient été promis deux jours avant par les forces occupantes, à l'issue d'une précédente manifestation. Au bout d'un moment, les manifestants se sont énervés. En réponse à des jets de pierre et, selon un porte-parole militaire britannique, à des coups de feu, les soldats irakiens ont ouvert le feu, appuyés par des troupes britanniques venues en renfort.

Février 2004

Mouvements contre les nouvelles grilles de salaire et contre la hausse des prix, dans les secteurs du pétrole, du cuir, du coton, du tapis, de la boulangerie publique, de l'ameublement, de la santé et des cigarettes.

A la banque al-Rachid de Bagdad, les employées refusent le licenciement de plusieurs d'entre elles accusées injustement de vol.

Mars 2004

A Bassorah, les ouvriers de la centrale électrique entrent en grève. Ils affrontent la milice patronale avec des cocktails Molotov, avant de s'en prendre au siège de la direction et au directeur lui-même. Ils obtiennent une hausse des salaires.

Le 24 Mars 2004, La police locale irakienne et les forces locales de coalition ont tiré dans la foule pour disperser une manifestation de protestation des chômeurs exigeant des emplois dans la ville de Najaf, à 160 kilomètres au sud de Bagdad. Heureusement, il n'y a pas eu de morts.

La Fédération des conseils ouvriers et syndicats publie, en commun avec le Syndicat des chômeurs qui vient de la rejoindre, un programme social radical et sans concession.

Avril 2004

A Nassiriyah, les ouvriers de l'aluminium empêchent la milice islamiste d'al-Sadr' de transformer leur usine en camp retranché.

Les universitaires de Bagdad protestent contre la nouvelle grille de salaire et la non-reconnaissance de leurs travaux scientifiques.

Nabil Nadim, webmaster du syndicat des chômeurs, meurt dans un accident de voiture provoqué par des tirs américains.

Juin 2004

La Fédération des syndicats de Miqdadyia rejoint la FCOSI.

Luttes de squatteurs à Bagdad, où pas moins de 270 camps de réfugiés, abritant chacun de 15 à 500 familles, sont installés dans des bâtiments officiels en ruine depuis les bombardements coalisés. Ces camps ne disposent d'aucun équipement, ni eau, ni électricité, ni écoles, ni dispensaires. Ils sont le plus souvent habités par des veuves de guerre et leurs enfants. Des expulsions ont été empêchées.

Juillet 2004

A Kirkuk, le Syndicat des chômeurs prend la défense des vendeurs de rue, menacés par la municipalité de perdre leur unique ressource.

A Kirkuk également, le syndicat des chômeurs met également en place une aide médicale gratuite et lutte pour défendre les personnes handicapées.

Le Syndicat des chômeurs ouvre de nouveaux locaux à Bassorah.

Mohammad Abdul Rahim, militant du Parti communiste des travailleurs, a été enlevé le 18 juillet, à Kut. Son corps vient d'être retrouvé, à proximité de la frontière iranienne. Quelques jours plus tôt, il avait reçu des menaces du « Conseil suprême de la révolution islamique en Irak », une organisation islamiste.

Juillet-août 2004

A l'appel lancé par le Parti communiste-ouvrier d'Irak, plusieurs dizaines d'habitants-es d'al-Jihad et d'al-Furat, dans la banlieue de Bagdad, ont formé des groupes armés pour défendre leur quartier. Le 12 juillet, un gang a ordonné aux commerçants du quartier d'al-Jihad de fermer boutique. Le Parti communiste-ouvrier a aussitôt envoyé une délégation, qui a rassuré les commerçants, et les a encouragés à rester ouvert jusque minuit. Le 13 août, quatre hommes en moto, ont tenté une opération militaire à al-Jihad, mais ils ont été chassés par ces groupes armés, qui ont blessé l'un d'entre eux.

Sami Abu Muhammad, leader du parti communiste-ouvrier à al-Jihad, a averti les troupes US qu'elles ne devaient plus entrer dans ces deux quartiers. Le parti a tenu plusieurs meetings pour expliquer sa politique de protection, très bien reçue par les habitants-es. Plusieurs membres de la police irakienne ont rejoint les groupes armés du parti et sont maintenant en charge des patrouilles et des check-points dans ces deux quartiers.

Août 2004

La FCOSI participe, aux côtés d'organisations de gauche et d'associations, à la conférence pour la renaissance d'une société civile en Irak.

Octobre 2004

A Bassorah, la FCOSI refuse la création d'un comité de négociation avec la direction et obtient que les documents soient discutés en assemblée générale par les travailleurs.

Novembre 2004

La FCOSI prend la défense de cinq ouvriers du pétrole à al-Youssoufia, arrêtés pour participation à la lutte armée.

A Bagdad, les travailleurs de l'usine de boissons fraîches se mettent en grève pour de meilleurs salaires et conditions de travail, à l'appel de la FCOSI.

A Bassorah, 200 délégués de syndicats et de conseils ouvriers se réunissent. Ils exigent le départ des troupes d'occupation, des lois sociales et refusent la division ethnique et religieuse.

Décembre 2004

A Sharaban, près de Bagdad, le gouverneur tente d'interdire la FCOSI et de faire reconnaître le syndicat officiel (« Fédération irakienne des syndicats »).

Abdulhakim Rahim et Basim Kazim, syndicalistes dans le secteur du coton, sont mutés après avoir exigé des explications sur des détournement de fonds. IL leur est reproché d'appartenir à un syndicat non-reconnu, la FCOSI.

A Nassiriyah, les ouvriers de la centrale électrique se mettent en grève pour de meilleures conditions de travail, et pour l'amélioration des performances de la centrale, cause de nombreuses coupures pour les habitants de la ville.

A Kut, des hommes masqués tirent sur les ouvriers du textile qui manifestent pour une augmentation des primes de risque, faisant quatre blessés. Le gouverneur tente également d'interdire la FCOSI.

Janvier 2005

A la Compagnie des manufactures pétrochimiques et plastiques, les salariés refusent d'être représentés par l'officielle Fédération irakienne des syndicats, qui leur impose de payer des indemnités à l'entreprise après une grève, et élisent créent leur conseil ouvrier.

Février-Mars 2005

Ces deux derniers mois il y a eu une énorme vague de grèves : les ouvriers du textile à Kut, les ouvriers de l'énergie à Nasiriyah, les ouvriers des produits de l'aluminium à Nasiriyah, les ouvriers de l'industrie chimique à Bagdad, les ouvriers du cuir à Bagdad, et les ouvriers agricoles y ont notamment participé.

Il y avait différentes raisons pour chaque grève. Beaucoup étaient une réponse aux augmentations subites du prix du carburant. Cela a mené à une vague de grèves pour augmenter les salaires.

D'autres grèves étaient une réponse face aux menaces de privatisation, particulièrement pour les ouvriers des produits aluminium et les ouvriers de l'énergie. Les ouvriers sont devenus soupçonneux envers leurs patrons qui préparaient la privatisation et ils craignaient de perdre leur travail.

Les ouvriers agricoles ont stoppé le travail dans 300 fermes d'état. Ils s'en sont servis pour recevoir des primes représentant une part des profits annuels. Maintenant, après la chute de l'ancien régime, les primes ont été supprimées. Ils sont payés seulement 80.000 dinars par mois, l'équivalent de 60\$. C'est pourquoi ils sont en grève.

La plupart du temps les ouvriers ont partiellement réussi dans leurs luttes. Les ouvriers chimiques ont gagné presque toutes leurs revendications. Les ouvriers de l'énergie et les ouvriers du cuir ont gagné environ la moitié de ce qu'ils ont exigé. Les ouvriers agricoles ont gagné sur certaines de leurs demandes.

Les ouvriers du textile à Kut ont été attaqués et quatre ouvriers ont été blessés. Le gouvernement a répondu sur la base des lois du travail du régime Baathiste, indiquant que les ouvriers étaient «des fonctionnaires» et qu'ils n'avaient pas le droit de grève. Les ouvriers du textile ont subi une défaite.

Une des raisons des grèves, s'explique du fait que c'est l'hiver ici et les ouvriers ont besoin de pétrole pour chauffer leurs maisons. Les prix élevés du carburant rendent également le transport très cher, et augmentent le prix de la nourriture transporté d'un endroit à l'autre.

Avec les ouvriers du cuir, la grève est partie de la corruption au sein de la direction de l'usine. Les ouvriers l'ont utilisé pour obtenir des primes saisonnières, mais la direction les a retirées.

15 mars 2005

Des étudiants de l'université de Bassora, accompagnés de leurs professeurs, ont été sauvagement attaqués par des milices islamistes, notamment liées à celle d'Al-Sadr, l'armée du Madhi. Un étudiant a été tué d'une balle dans la tête, alors qu'il tentait de défendre Zahra Ashour, une jeune étudiante sur qui les islamistes s'acharnaient à coup de bâtons. Une vingtaine d'étudiants ont également été kidnappés et d'autres grièvement blessés. Leur tort ? S'être amusé entre garçons et filles en écoutant de la musique autour d'un pique-nique, avoir mis de côté la violence ambiante, pour s'octroyer un moment de détente au-delà des différences religieuses, ethniques ou nationales. Il semble cependant qu'une grande partie de la jeunesse irakienne n'accepte pas aussi facilement qu'une nouvelle dictature s'installe en Irak. La résistance s'organise. En marge de ces syndicats officiels, des comités étudiants ont émergé. Ils ne défendent pas un programme politique mais cherchent à protéger les étudiants et à rendre leurs conditions de vies meilleures.

A Bassora, des milliers de personnes ont investi les rues pour soutenir les étudiants contre l'islam politique. Il semble même que la colère populaire ait convaincu les islamistes radicaux de se tenir à carreau, au moins pour un temps. Sur les autres facs, la solidarité s'organise aussi. Les étudiants de Bagdad, d'Erbil ont apporté leur soutien à ceux de Bassora. A Suleymania, les étudiants se sont également mobilisés. Durant 35 jours, avec les professeurs ils se sont mis en grève pour lutter contre l'ouverture d'une université privée, réclamer la séparation du religieux de l'Etat et de l'éducation. Des étudiants d'Erbil sont venus à pied pour soutenir les grévistes. Les policiers locaux se sont interposés pour stopper leur marche.

Juin 2005

Les résidents de Theqar se battent contre la police irakienne pour défendre leurs huttes. Le 7 Juin, plus de 10 personnes furent blessées, parfois gravement. Plusieurs maisons et des véhicules furent endommagés. La police a maintenant coupé l'électricité dans cette zone. Les affrontements ont été provoqué par la volonté policière d'expulser les résidents de quelques 40 «habitations» construites avec de la boue et de la ferraille.

Août 2005

Les travailleurs de la santé de l'hôpital et des centres médicaux de Kirkouk (270km au nord de Bagdad) et de sa banlieue ont mené une grève générale contre la résolution 23971, du 6 Juin 2005, du ministère de la santé, qui diminue le salaire des employés. La grève a commencé à 9 heures du matin, et a duré deux heures après que les officiels du ministère aient reçu les revendications des travailleurs (salaire, logement, transport, budget de la santé...) et aient promis de les transmettre au ministre.

Septembre 2005

L'entreprise textile de Mahmoodya située à 25 kilomètres au sud de Bagdad, qui employait 1800 ouvriers, a licencié plus de 500 ouvriers, dont la majorité sont des femmes et ce sans aucune indemnité. Les ouvrières congédiées ont précisé que le plan de licenciement a été préparé par le syndicat officiel (IFTU)

légitimé par l'actuel gouvernement et entretenant de bonnes relations avec la direction de l'entreprise. La Fédération des Syndicats et des Conseils Ouvriers d'Irak a rassemblé les ouvrières licenciées. Celles-ci se préparent à effectuer une manifestation et un sit-in en face du ministère du travail afin d'exiger leur réintégration dans l'entreprise, d'obtenir un autre emploi ou des indemnités de licenciement conséquentes.

Janvier 2006

Lorsque le gouvernement local de Nassiriya a annoncé qu'il créerait des emplois pour les chômeurs de la ville, des milliers d'entre eux sont venus les réclamer. Mais les emplois ont été donnés aux seuls membres des partis au pouvoir, ce qui a créé une grande colère dans la population. Des milliers de personnes ont battu le pavé pour demander des opportunités égales pour tous. Ils ont formé une équipe de négociation pour discuter avec le gouvernement local de ce problème, tandis que la police, ne pouvant plus contenir la manifestation a ouvert le feu sur elle aveuglément, tuant 4 personnes et en blessant 40 autres, dont certains gravement.

Mars 2006

Suite à la récente escalade de violence, le comité de direction du Congrès des libertés en Irak (IFC) a lancé une campagne dans plusieurs districts de Bagdad.

A Zafaranyia et Husseinya, Mahmoodya, l'IFC a initié un Comité de défense pour la sûreté du peuple. A Alexandria, Saeed Nima, Abd Alzahra Abd Alhasan et Ibrahim Iesa, de la direction exécutive de l'IFC, ont organisé des meetings populaires pour exposer les motifs politiques réels de la haine sectaire, et les propositions de l'IFC pour en sortir. Ils ont proposé de mettre en place l'IFC dans ces districts pour défendre la sûreté du peuple. A Bassora, des milliers de tracts de l'IFC ont été distribués. Ils ont été très bien reçus et dans les meetings, les gens ont commencé à chanter : « Ni chiïtes, ni Sunnites, nous croyons en l'humanité ! ».

Dans les meetings tenus dans les quartiers de Bagdad, l'IFC a proposé de créer des Forces de sécurité. Les habitants de plusieurs districts ont demandé à faire partie de la zone couverte par ces forces. Rasheed Ismail, responsable de l'IFC à Zafaranyia, a annoncé la création d'une force formée par les habitants de ce district. L'initiative se répand rapidement dans les autres quartiers.

Avril 2006

Cette année, pour commémorer l'Anfal - c'est-à-dire le massacre perpétré par l'armée de Saddam Hussein contre une ville Kurde en 1988 - le Parti communiste-ouvrier d'Irak a lancé une vaste campagne de protestation contre la situation dans laquelle vit aujourd'hui encore la population du Kurdistan : misère, chômage, privations, coupures d'électricité, manque d'hôpitaux et de crèches,... L'Union patriotique du Kurdistan, c'est-à-dire le parti du président irakien Jalal Talabani, au pouvoir dans cette partie de l'Irak, essaye d'empêcher cette campagne de se développer en multipliant les arrestations.

Le 9 avril, les forces de sécurité de l'UPK ont arrêté, dans le district de Kalar, Aram Muhammad, Amir Salah et Mustafa, avant de les relâcher. Le 12 avril, elles ont incarcéré Hussein Salih, un organisateur du Parti communiste-ouvrier d'Irak, alors qu'il était en train de distribuer des tracts. Le 13 avril, c'est Zmnako Aziz, un membre du bureau politique, qui a été arrêté. Elles sont également mené des raids dans les résidences étudiantes de Sulaymania.

De plus, Fayaq Gulpi, le leader du Parti pour une solution démocratique au Kurdistan (branche irakienne du Parti des travailleurs du Kurdistan - PKK) et dix autres membres, ont également été arrêtés. Deux autres, Adulwahab Ahmed et Bahadin Mahmud sont recherchés.

Mai 2006

250 agriculteurs de la région de Safwan, à proximité de Bassora, ont décidé de prendre en charge la sécurité de la frontière entre le Koweït et l'Irak. Ils organisent patrouilles afin d'empêcher les groupes terroristes de s'infiltrer ou de passer des armes. Leur objectif est de contribuer à en finir avec le terrorisme et à restaurer la société civile. Ces agriculteurs ont rejoint le Congrès des libertés en Irak.

Deux maisons du peuple ont ouvert leurs portes à la fin du moins de mai dans la banlieue de Bagdad, l'une dans le quartier d'al-Askaria et l'autre dans celui d'al-Skandaria.

Ces initiatives d'habitants de ces quartiers font partie de la stratégie d'implantation du Congrès des libertés en Irak (IFC) dans les cités de la banlieue de la capitale irakienne.

A al-Skandaria, le maire est venu personnellement lors de la cérémonie d'inauguration, et a chaleureusement encouragé le Congrès des libertés pour son action contre la guerre civile. Saeed Nima, vice-président du Congrès, a pris la parole contre l'occupation, contre les divisions religieuses et ethniques dont les USA ont fait la base de leur politique, et contre le gouvernement actuel. Il a insisté sur l'urgence de former, dans chaque quartier, des Forces de sécurité auto-organisées capables de protéger les habitants contre les exactions des forces d'occupation, des groupes terroristes et des milices religieuses.

Ces deux initiatives montrent que la stratégie du Congrès est en train de prendre place sur le terrain, après les succès remportés tant en Irak (adhésion de plusieurs syndicats importants) et au dehors (soutien apporté dans plusieurs pays, y compris aux USA).

Juin 2006

Les habitants du district industriel de Baiaa, à Bagdad, ont décidé de créer un Comité de défense. Dans ce secteur de la ville, les attaques à main armée sont devenues si fréquentes que de nombreux habitants ont préféré fuir leur logement. Le Comité s'est donné pour but d'assurer la sécurité du quartier et de protéger ses habitants. 15 juin 2006

1^{er} Juillet 2006

A l'issue d'une rencontre le 1er juillet Le Congrès des libertés en Irak (IFC) et la direction du Syndicat du pétrole ont annoncé, en conclusion, que parler de sécurité n'a aucun sens tant que l'occupation et son régime fantoche continuent.

Les participants ont également conclu que la « réconciliation nationale » n'était été ait une initiative états-unienne pour légitimer l'occupation et son gouvernement ethno-religieux. Ils ont insisté sur l'urgence de concentrer tous leurs efforts pour en finir avec la violence et construire des Forces de sécurité capable de protéger le peuple.

La situation de la société irakienne est telle que le gouvernement actuel est incapable de restaurer la loi et la sécurité. De nombreuses entreprises ont été contraintes de fermer, d'où un taux de chômage de plus de 65%. Le congrès des libertés en Irak (IFC), dont 40% de la direction est constituée de représentants ouvriers, préconise deux stratégies contre les meurtres d'ouvriers et le bain de sang quotidien.

- 1) *La Force de sécurité doit être organisée et instruire les ouvriers pour leur autodéfense.*
- 2) *Le pétrole est le seul secteur de l'économie Irakienne qui fonctionne encore au maximum de ses capacités. Il est le nerf de l'économie d'occupation. Une grève dans ce secteur est un coup porté au cœur de l'occupation. Elle forcera les milices armées gouvernementales pro-occupation à battre en retraite et à cesser les massacres.*

La discussion a porté sur l'organisation de la grève, son impact politique et social, et la logistique nécessaire. Les participants ont unanimement voté en faveur de la grève et demandé au Congrès des libertés en Irak (IFC) de mobiliser pour la grève.

27 juillet 2006

Ce jeudi 27 juillet, la police et les forces de sécurité de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) ont ouvert le feu sur 700 travailleurs de l'usine de ciment de Tasloja, près de la ville de Suleimanieh, au Kurdistan irakien. Des ouvriers auraient été tués, et de nombreux autres blessés dans cette attaque cruelle. Les ouvriers se sont retrouvés sous le feu car ils avaient commencé une grève pour une augmentation de leurs salaires et la réintégration de 300 de leurs collègues, qui avaient été licenciés.

12 août 2006

Ce samedi 12 août 2006, à 9h00 du matin, les forces d'occupations ont attaqué les locaux du Parti communiste-ouvrier d'Irak à Kirkuk. Elles sont revenues à midi, mais n'y ont trouvé personne, car l'information avait circulé.

D'après Ramazan Sabir, membre du comité central et secrétaire du comité d'organisation de Kirkuk, tous les membres du Parti ont été contraints de se cacher pour éviter l'arrestation.

C'est la police de Kirkuk qui a donné le feu vert aux forces d'occupation pour lancer cette offensive contre le Parti. Elle intervient alors que le comité du parti préparait une campagne de manifestations contre les problèmes de coupures électriques, la hausse du prix de l'essence et le manque de services publics.

22 août 2006

Sous la direction du syndicat du pétrole du Sud, les travailleurs de la Oil Pipes Company à Shoayba dans la ville du sud de l'Irak, Bassorah, ont commencé une grève générale le 22 août 2006 à 8 heures du matin. Cette grève a complètement paralysé tout pompage du pétrole dans tous les ports irakiens à Bassorah. La Compagnie du pétrole du sud a complètement cessée d'exporter du pétrole, vers l'intérieur comme vers l'extérieur du pays. Le même jour, les ouvriers de la séparation des gaz à Alrafuziya ont proclamé leur adhésion à la grève.

Cette grève survient après des mois de protestation des travailleurs contre la détérioration de leurs conditions de travail et contre les bas salaires. Les revendications des travailleurs sont les suivantes :

1. *Les salaires doivent être payés en temps et en heure.*
2. *Les heures supplémentaires doivent être payées.*
3. *Augmentation des allocations sociales des travailleurs.*
4. *Fourniture d'ambulance sur les lieux de travail pour le transfert à l'hôpital des salariés malades.*

Le gouvernement et son administration ont fermé les yeux devant ces revendications des salariés depuis des mois. Aussi, les travailleurs ont été contraints de faire usage de l'arme de la grève pour imposer leurs revendications au gouvernement et à la South Oil Company.

30 août 2006

Les employés municipaux de al-Aadhamiya, à Bagdad, se sont mis en grève depuis le 30 août, afin de protester contre les attaques des troupes américaines sur leurs locaux. Les soldats US ont briser portes et fenêtres, et détruit les bureaux des employés, sous prétexte de chercher des armes dans la mairie. Le syndicat des employés municipaux, affilié à la Fédération des travailleurs des services de la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak, a fait un rapport détaillé des dégâts sur le lieu de travail, et appelé à la grève.

6-7 septembre 2006

Ces mercredi 6 et jeudi 7 septembre 2006, les forces américaines ont saccagé à deux reprises les locaux du Congrès des Libertés à Bagdad.

Le mois dernier à Kirkouk, elles avaient déjà attaqué le local du Parti communiste-ouvrier d'Irak, en raison du rôle joué par cette organisation dans les manifestations et mouvements sociaux contre le gouvernement régional du Kurdistan.

Le 2 août dernier, la grève a commencé à Bassora en bloquant les centres de production, ainsi que le port industriel de Bassora - principal lieu d'exportation du pétrole irakien. Elle s'est ensuite étendue à la région de Bagdad, où, à l'appel de la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak, vient de se tenir la rencontre des syndicalistes des différents secteurs en grève (pétrole, cimenteries de Suleymaniya, employés municipaux de Bagdad). L'extension de la grève du pétrole a également été discutée.

Les assauts répétés de ces troupes ne sont pas dus au hasard. L'IFC*, qui dispose d'une forte base syndicale, est à l'initiative de la grève du secteur pétrolier

irakien. Par ailleurs, le Syndicat général des ouvriers, la Fédération générale des syndicats et la Fédération des conseils ouvriers et syndicats sont tous membres de ce mouvement et le soutiennent donc concrètement.

LIFC, dont le slogan est « *Construire une alternative démocratique, laïque et progressiste contre l'occupation US et l'Islam politique en Irak* », est en train de devenir la principale force de résistance civile de gauche dans ce pays. Elle doit lancer, dans les semaines qui viennent, sa propre chaîne de télévision par satellite.

3 septembre 2006

Plusieurs centaines de travailleurs de la santé ont fait grève à Nasirayah, à 370 km au sud de Bagdad, et à Umara, à 370 km au sud-est de Bagdad. Leurs revendications portaient sur l'augmentation des salaires, et le paiement d'une indemnité de compensation pour les risques de maladies contagieuses. Dans le secteur de la santé, les salaires ont été gelés depuis le début de l'occupation. La grève a duré trois jours, durant lesquels les travailleurs n'ont rien reçu de plus que des promesses. L'un des organisateurs de la grève, Jassim Mohammed, a expliqué que les travailleurs allaient, dans les prochains jours, organiser un sit-in devant les bâtiments officiels pour exprimer leur mécontentement.

11 septembre 2006

Les ouvriers de la compagnie textile de Hilla, au sud de Bagdad, sont en grève. Ils réclament une augmentation des salaires, en rapport avec la hausse des prix et des services.

3 octobre 2006

Pour la deuxième fois en un mois, les travailleurs de la santé ont fait grève dans plusieurs villes irakiennes. Les employé-e-s des hôpitaux de Karbala, de Nassiriyah, d'al-Amara et de Kut, dans le sud de Bagdad, ont lancé leur mouvement simultanément le 3 octobre. Les grévistes sont très déterminé-e-s, car les promesses qui leurs ont été faites lors des grèves précédentes n'ont pas été tenues.

Leurs revendications portent principalement sur la revalorisation des salaires. Le rétablissement des primes de risque, supprimées depuis le début de l'occupation américaine, est aussi vigoureusement revendiqué : il faut savoir que ces primes avaient été obtenues au prix d'une longue lutte contre le régime de Saddam Hussein.

7 octobre 2006

La Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak (FCOSI) appelle à la grève générale dans l'éducation afin d'obtenir la revalorisation des salaires et des primes. Des comités d'organisation utiles à sa préparation ont été créés dans plusieurs villes comme Nassirya et Basra.

Les 400 000 enseignant-e-s irakien-ne-s reçoivent 125 000 dinars (134 €) par mois. Avec un tel salaire, on ne peut se nourrir que pendant quelques jours à cause de la hausse des prix. Il faut savoir aussi que de nombreux/ses enseignant-e-s ont été assassiné-e-s depuis le début de l'occupation.

11 octobre 2006

Le 11 octobre, les travailleurs et les fonctionnaires ont entamé une nouvelle grève dans le secteur de la santé au Karbala (sud de Bagdad), ainsi qu'à Sulaimaniya (Kurdistan).

30 octobre 2006

Mahmoodya, à 25 km au sud de Bagdad - les Forces de sûreté de l'IFC (Congrès des libertés en Irak) ont empêché une attaque menée par la milice armée du Parti islamique - l'un des partis représenté à l'assemblée nationale - contre un quartier populaire. La présence des Forces de sûreté, qui protègent le secteur à la demande des habitants, a empêché l'attaque. Abdalhadi Alfatlawi, correspondant de presse de l'IFC pour Mahmoodya, a signalé l'événement et enverra des informations complémentaires dès que possible.

Déjà, le 16 octobre, dans le quartier de Aliwathya à Bagdad, elles avaient contrôlées une voiture soupçonnée d'être piégée, et bouclé le quartier pour éviter de mettre des vies en danger en cas d'explosion. Il s'était avéré qu'il s'agissait d'une fausse alerte. Peu de temps auparavant, le camarade Abdalhadi Alfatlawi, du comité exécutif de l'IFC, avait rencontré le principal de l'institut de formation des enseignants, dans ce même quartier, afin de proposer l'aide des forces de sûreté pour permettre au cours de reprendre dans des conditions sûres.

Les forces de sûreté ont également commencé à se déployer à Alsanii, un autre quartier de Bagdad, et à Bassora. Elles se reconnaissent à leur uniforme : jean, chemise bleu ciel et brassard. Équipées de fusils d'assaut, elles ont pour rôle d'assurer la protection de la population de la guerre civile.

12 novembre 2006

Prétendant être à la recherche d'une parente disparue, des militantes de l'Organisation pour la liberté des femmes ont pu rentrer dans la morgue de Bagdad. L'employé qui leur a montré les corps de 150 femmes, non réclamés par leurs familles. Bon nombre étaient décapitées, défigurées ou portaient des marques de torture. Ces corps étaient arrivés durant les deux derniers jours. Faute de place, il devenait impossible de les conserver dans la morgue, si bien qu'ils étaient installés dans des pièces à température ambiante ou sur les terrasses extérieures. Avec le retour du tribalisme, les familles refusent de reconnaître que leurs filles ont été enlevées, car c'est mauvais pour « l'honneur » de la famille. Si elle est violée et tuée, personne ne vient chercher le corps. Au rythme de 15 femmes par jour, c'est 5500 femmes qui seront ainsi tuées durant l'année à venir.

Une délégation du bureau exécutif de l'IFC (Congrès des libertés en Irak), composée de Hassan Klildar, Abdalhadi Al-fatlwai, Jasim Alwan et Saeed Nima est venue aux funérailles de deux jeunes gens tués dans le quartier d'Alfathl à Bagdad, l'un parce qu'il a été considéré comme chiïte, l'autre comme sunnite. Les Forces de sûreté de l'IFC avaient déployées dans le quartier pour protéger les cérémonies. Leur présence a été très bien accueillie par les personnes présentes aux funérailles. Un officier des Forces de sûreté a annoncé la mise en place d'un plan de sécurité dans ce quartier ainsi que dans plusieurs autres. Il a rappelé le slogan de l'IFC : «Ni sunnites, ni chiïtes, nous sommes l'Humanité !».

Mi novembre 2006

Le nombre des coiffeurs assassinés par les milices islamistes dans les quartiers d'Al-Amil et Al-Bayaa à Bagdad a atteint 132 personnes, selon le Syndicat des services de la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak. Les islamistes considèrent que la coiffure est contraire à la religion.

15 novembre 2006

Les Forces de sûreté de l'IFC (Congrès des libertés en Irak) ont été déployées pour protéger les 800 étudiants qui fréquentent le Collège de formation des enseignants de Bagdad. Après avoir vu des hommes armés patrouillant en voiture autour du collège, le directeur a averti Abdalhadi Alfatlwai et Saed Nima, du bureau exécutif de l'IFC, pour obtenir la protection des Forces de sûreté. Celles-ci ont bouclé le quartier, regroupé les étudiants et les enseignants à l'abri, alors même que des tirs commençaient à atteindre l'école. Elles ont ensuite localisé et mis en déroute le tireur. Les étudiants ont pu quitter les lieux une fois les rues sécurisées. Suite à cela, le directeur a demandé à l'IFC d'organiser une série de conférences sur les droits de l'être humain et le conflit religieux.

21 novembre 2006

Averties d'activités suspectes, les Forces de sûreté du Congrès des libertés en Irak (IFC) ont empêché un groupe armé de commettre un enlèvement de groupe. Une milice armée, non identifiée, avait installé un faux point de contrôle d'identité, à proximité du Ministère de la santé, en utilisant des uniformes de la Garde nationale. Trois camions étaient stationnés à proximité, afin d'enlever un groupe de personnes après avoir vérifié leur appartenance confessionnelle. Après avoir vérifié auprès du ministère qu'il ne s'agissait pas de leur propre garde, les Forces de sécurité sont intervenues. Voyant que leur plan avait échoué, les miliciens se sont enfuis. Un responsable des Forces de sûreté a expliqué : « Nous avons été informés de plusieurs tentatives les jours précédents et nous étions prêts à les affronter ». Peu de temps auparavant, les Forces de sûreté ont bloqué un parking proche d'une école primaire, afin de vérifier la présence de véhicule piégé qui aurait pu blesser ou tuer les enfants.

5 décembre 2006

Suite aux menaces anonymes reçues par de nombreux habitants du quartier de Al-Zaeem, au centre de Bagdad, les forces de sûreté du Congrès des libertés en Irak se sont déployées dans le secteur de l'hôtel Sheraton afin de protéger les civils. La demande de protection a été effectuée par l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak et la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak, dont les locaux sont situés dans ce quartier. D'après un responsable des Forces de sûreté, une unité a été déployée très rapidement. Tous les véhicules et personnes suspectes ont été contrôlés. Un groupe de suspects a battu en retraite en voyant arriver les Forces de sûreté.

7 janvier 2007

Abdalhadi Alfatlawi et Saed Nima, membres du conseil central du Congrès des libertés en Irak (IFC) ont rencontré les habitants du quartier d'Al- Mas-

hrooa, dans le district d' Aliwathya à Bagdad. Après avoir parlé de la guerre civile, ils ont exposé le rôle des médias dans celle-ci et annoncé la création prochaine d'Al-Sana, une chaîne de télévision qui parlera de droits de l'homme, de paix et de démocratie. Les autorités municipales locales ont assisté au meeting. Elles ont expliqué qu'elles étaient prêtes à coordonner leurs efforts pour fournir les services publics essentiels, notamment le fuel domestique pour le chauffage, et salué les efforts du Congrès des libertés en Irak. A l'issue de la rencontre, de nombreux habitants ont accepté de créer une unité des Forces de sûreté du Congrès.

Luttes sociales et féministes dans l'Irak occupé

JUIN 2004

Un an et quelques mois après la fin officielle de la guerre en Irak, une guerre très brève et marquée par le brutal effondrement du régime, tout semble indiquer que celle-ci ne fait en réalité que commencer. Les images se focalisent sur les aspects les plus atroces, les tortures pratiquées de part et d'autre, la violence aveugle. Tout cela ne doit pas faire oublier qu'il existe en Irak un mouvement social et féministe dynamique, malgré le dénuement et les conditions de luttes particulièrement difficiles. Sans prétendre exposer l'ensemble de la situation, les éléments qui suivent permettent de découvrir ces mouvements et de se faire une autre idée de l'Irak et des possibilités concrètes d'agir sur la situation.

CHÔMEURS ET CHÔMEUSES EN LUTTE

Les estimations officielles admettent qu'au moins 40 % de la population est actuellement au chômage. Pour les organisations de chômeurs et de chômeuses, ce taux serait de l'ordre de 70%. En l'absence de système de contrôle social, l'évaluation précise est difficile, mais dans tous les cas, il est évident que le chômage est massif. La démobilisation de l'une des plus vastes armées du monde, relativement à la population du pays, le grand nombre de réfugié-es de guerre, l'obsolescence des structures industrielles, l'échec total de la politique agricole de l'ancien régime, sont autant de cause de cette situation sociale. A l'heure actuelle, ces chômeurs et chômeuses ne bénéficient d'aucune législation sociale, d'aucune forme d'indemnisation, d'aucune source de revenus. C'est dans ce contexte que le 1er mai 2003, juste après l'entrée des troupes coalisées dans Bagdad, une vingtaine de chômeurs, réunis dans le bâtiment qui servait auparavant de siège à la défunte « Fédération générale des syndicats irakiens », organe de l'ancien régime, ont formé « l'Union des chômeurs en Irak », présidée par Qasim Hadi. Le mouvement lance une revendication simple : « *du boulot ou une indemnité pour tous et toutes* », qui sera précisée un peu plus tard par la revendication d'une indemnité de 100 \$ par mois pour les chômeurs et chômeuses.

L'Union des chômeurs en Irak connaît une croissance rapide, montant à plus de 130 000 militant-es. La situation sociale du pays, mais aussi le dynamisme de la nouvelle organisation, expliquent cet accroissement spectaculaire. Elle déploie son activité à Bagdad, à Kirkuk, à Nasiriyah, et au total dans sept régions en Irak. L'action la plus spectaculaire fut, du 29 juillet au 13 septembre, un sit-in de plusieurs centaines de personnes devant le bureau de Paul Bremer, l'admirateur civil américain, qui dura pas moins de 45 jours. Malgré un soleil de plomb, les mani-

festant-es ont organisé la lutte de manière conviviale et festive, animant spectacles, poésies, musiques et danses, alternées de manifestations. Dès le deuxième jour, Qasim Hadi, secrétaire général de l'Union des chômeurs en Irak, est arrêté pour « violation du couvre-feu », avec 18 de ses camarades, tandis que les troupes américaines tentent de disperser le sit-in. Qasim Hadi est relâché trois jours plus tard, puis arrêté de nouveau en même temps que 54 autres manifestant-es. Une campagne internationale de soutien s'engage aussitôt pour leur libération, qui intervient au bout de quelques jours. Les négociations avec le CPA (autorité provisoire de la coalition) reprennent. Le 12 août, c'est à la baïonnette que l'armée américaine charge les manifestant-es, sous un flot d'insultes racistes contre les « ali-babas », surnom donné par les GI's aux irakiens. Toutefois, quelques militaires témoignent discrètement de leur soutien aux manifestant-es et les encouragent.

Le mouvement résiste et tient. Encouragée par ses succès, l'Union des chômeurs exige la mise en application du plan de création de 300 000 emplois annoncée par les autorités d'occupation, et demande à être associée à leur mise en place, ainsi qu'aux distributions de nourriture dans les villes. Malgré plusieurs entrevues et promesses, Paul Bremer ne fait rien : il compte sur la démobilisation des manifestant-es. Comme le mouvement semble tenir et se durcir, d'autres moyens sont mis en oeuvre pour tenter de briser leur détermination. Au 40e jour du confit, le businessman Abdul Mussan arrive avec un groupe de partisans, portant des portraits de leur leader. Ils se présentent comme le « Mouvement démocratique pour une société irakienne libre » et distribuent généreusement 2000 dinars (1 \$) à chaque manifestant-e, en leur promettant un emploi... s'ils se désolidarisent du mouvement. 70 % le suivront pour former une « Association des chômeurs ». Une semaine plus tard cette organisation fantoche disparaît et ses membres retournent, honteusement, à l'Union des chômeurs, expliquant qu'ils et elles avaient fait ça par désespoir. Il est tant de changer de forme d'action : le sit-in se termine par un festival de solidarité, avec théâtre et musique, le 13 septembre. Inlassable militant, Qasim Hadi sera de nouveau arrêté quelques mois plus tard, le 23 décembre 2004, en même temps qu'Adil Salih, membre du Parti communiste des travailleurs-ses. Une nouvelle campagne internationale obtient leur libération.

A Kirkuk, les militant-es de l'Union des chômeurs ont organisé onze jours de sit-in en solidarité avec leurs camarades de Bagdad. Leur lutte est plus fructueuse, quoique à une échelle plus limitée : ils obtiennent de la municipalité la création de 50 emplois, payés 30 000 Dinars par semaine (15 \$) financés par une organisation humanitaire. A Nassiriyah, l'un de leurs bastions, une manifestation de 7000 personnes est réprimée par les milices islamistes. La répression est fréquente ; elle n'est pas toujours le fait des seules forces d'occupation. Le 3 janvier 2004, c'est le groupe islamiste « Al-initfadah Al sha'baaniah » qui tire sur une manifestation de chômeurs, faisant quatre morts et plusieurs blessés. Ce jour là, un rassemblement s'était formé spontanément devant la mairie, à l'annonce de la création d'emplois. Lorsqu'un responsable municipale annonce qu'aucun emploi ne sera fourni, les chômeurs et chômeuses en colère lancent des pierres sur l'hôtel de ville, jusqu'à l'irruption des islamistes dont le quartier général est proche. A Al-Amarah, dans le sud, ce sont des troupes irakiennes sous commandement britannique qui font six morts et onze blessés, le 10 janvier 2004. Enfin, le 24 mars 2004 à Najaf, c'est la

police irakienne qui tire : il s'agit de l'une de ces manifestations présentées par les médias occidentaux comme « shiite », alors qu'elle est organisée par l'Union des chômeurs et que certaines photos montrent des drapeaux rouges.

Récemment, l'Union des chômeurs en Irak a fait connaître son programme social, rédigé en commun avec la « Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak », sous la forme d'une proposition de loi fondamentale pour le travail, en 48 articles. Un texte ambitieux, sans compromis avec le patronat, expressément opposé à toute forme de nationalisme, et fondé sur les seules nécessités de la classe ouvrière. On y trouve parmi les revendications la semaine de 30 heures, la retraite à 55 ans, l'interdiction des licenciements et du travail de nuit, la pleine égalité hommes-femmes, la liberté totale du droit de grève et d'organisation, la gratuité totale de l'instruction et de la santé. Décalage avec la réalité de l'Irak occupé, en proie à la guerre entre armées et milices ? Pas totalement. Si le CPA est fermement décidé à démanteler le système économique fortement étatisé fondé sur la rente pétrolière, héritage de l'ancien régime baathiste, il doit malgré tout gérer une situation sociale avec dix millions de chômeurs et précaires. En janvier, le ministère du travail et des affaires sociales a annoncé qu'il envisageait un plan d'aide de six mois, avec une indemnité de 60 \$ mensuels pour les chômeurs et chômeuses, sans toutefois donner de date pour sa mise en place. La pression continue exercée par les luttes de chômeurs de chômeuses n'y est pas pour rien.

Malgré la répression, l'Union des chômeurs est devenue une force incontournable en Irak. Il lui faut encore renforcer son organisation, car une croissance aussi rapide n'est pas facile à gérer, surtout en l'absence de tous moyens matériels. Même l'impression des bulletins d'adhésion pose des problèmes techniques et financiers difficiles à surmonter sans l'aide de la solidarité internationale. Son journal, titré « Les conseils ouvriers », dont le logo est issu d'une affiche française de mai 68, est diffusé à un faible nombre d'exemplaires, faute de moyens d'impression. En l'absence de véhicules, les déplacements à pied sont forts dangereux en raison de la situation de guerre, et la création de sections dans d'autres villes est limitée par les simples problèmes de transports. La misère même des militant-es est un frein à l'organisation, car il faut trouver chaque jour les moyens de subsister.

GRÈVES ET REVENDICATIONS OUVRIÈRES

Le 2 novembre 2003, les employé-es de la filature de coton de Bagdad se mettent en grève exigeant l'élection de nouveaux chefs d'atelier, le paiement des heures supplémentaires et une prime d'urgence. Les portes de l'entreprise sont bloquées pour empêcher le départ des camions de marchandises. Les négociations s'engagent très mal avec la direction, qui tente de brutaliser les délégués syndicaux. Pour mettre en minorité les grévistes, elle organise une contre-manifestation menée par les agents de sécurité, qui contraignent une partie des salarié-es à les suivre. Face au refus patronal, les ouvrier-es prennent d'assaut les bureaux de la direction et en chassent le directeur, qui est contraint de quitter l'usine. Pour garantir le paiement des jours de grève, les marchandises sont vendues directement, sous contrôle ouvrier. Trois jours plus tard, la direction cède

sur les revendications et le travail reprend. Les agents de sécurité sont remplacés et les élections des chefs d'atelier organisées.

Voilà, brièvement, le résumé d'une grève à l'irakienne. C'est à Bagdad également que les ouvriers de l'industrie du cuir ont mené une série de grèves, d'abord pour protester contre l'augmentation du nombre d'heures de travail, ensuite, au mois de janvier... pour s'opposer aux retenues sur salaires effectuées en mesure de rétorsion contre les grévistes. Les services de sécurité de l'entreprise, débordés, font appel à la police, qui tente de disperser la foule en tirant en l'air, avant d'ouvrir le feu sur les grévistes. Deux syndicalistes sont blessés. Malgré cela, le mouvement tient bon jusqu'à l'éviction du directeur. Dans d'autres conflits, le remplacement de la direction, le plus souvent formée d'anciens baasistes mis en place par l'ancien régime, est une revendication importante, de même que le rejet du pillage des entreprises par des cadres corrompus. A Al-Askandaria, la grève de l'industrie mécanique puisait largement sa source dans l'enrichissement soudain et inexpliqué de plusieurs cadres ex-baasistes.

Ailleurs, c'est le blocage des salaires, institué par la nouvelle grille de salaires récemment mise en place par le conseil provisoire de gouvernement, qui est la cause de nombreuses grèves dans les usines de tapis, de cigarettes, d'ameublement, dans l'agro-alimentaire et la santé, et naturellement, dans l'industrie du pétrole. Récemment, ce sont même les universitaires qui ont protesté contre le blocage des salaires et la nouvelle grille des salaires. A la banque centrale, c'est pour défendre des employées injustement accusées de vol à l'occasion du changement des billets de banque que la mobilisation a démarré.

A la Southern Oil Company, qui exploite les vastes champs pétrolifères de Kirkuk, Baaji et Daura, trois mois de mouvement social, appuyés sur la menace d'un passage à la lutte armée, sont venus à bout de la résistance de la direction. Le syndicat s'est aperçu que les salaires étaient inférieurs au minimum fixé par l'autorité d'occupation pour les entreprises publiques. Celles-ci prévoient un salaire de 69 000 Dinars, alors qu'un loyer de 50 000 Dinars est commun pour la plupart des salarié-es. Suivant un calcul fondé sur les besoins vitaux des travailleurs et sur le coût actuel de la vie en Irak, le syndicat a exigé 155 000 Dinars mensuels (soit 110 Dollars), avec une grille salariale nettement simplifiée. A l'issue du conflit, les salarié-es ont obtenu 102 000 Dinars comme salaire minimum, et un rééchelonnement de tous les autres salaires. D'autres part, des primes de risque permettent d'y ajouter 18 à 30 %, notamment pour le travail effectué dans les zones contaminées par l'uranium appauvri... La vétusté des structures industrielles rend le travail particulièrement dangereux dans la plupart des usines. La plupart des installations n'ont pas été renouvelées depuis la première guerre du golfe en 1991. Les machines défectueuses sont réparées à l'aide de pièces récupérées sur celles qui ont définitivement rendu l'âme, de manière artisanale en l'absence des plans de construction disparus avec les ingénieurs-ses étranger-es qui les avaient installées. Les systèmes de sécurité, les équipements de protection individuels (casques, lunettes, combinaisons, etc...) font également défaut. Quant aux crèches d'usine et aux cantines, elles ont quasiment disparues. A Bassorah, c'est pour tenter d'en finir avec cette situation et avec la nouvelle grille de salaire que les employé-es de la centrale électrique se sont mis en grève, menaçant de cou-

per définitivement l'électricité de toute la ville et de passer à la grève armée. Le conflit est finalement arbitré directement par le ministre, alarmé par la situation, et se termine par la mise en place de la grille des salaires proposée par le syndicat, ainsi que le relèvement général des salaires. Parmi les revendications syndicales figuraient également l'égalité salariale entre hommes et femmes, l'interdiction du travail de nuit et la mise en place de crèches.

Cette vague de lutte à vu la résurgence d'un syndicalisme libre en Irak et, dans certains secteurs comme le pétrole, de conseils ouvriers inspirés des shoras de l'insurrection de 1991 et de la révolution iranienne de 1979 — toutes deux réprimées par Saddam Hussein avec le soutien des USA. Certaines organisations, dont la pratique est fondée sur des luttes radicales et des décisions prises par l'assemblée générale des travailleurs-ses, ont cherché se coordonner. En décembre 2003, une conférence tenue à Bagdad, en présence de délégué-es venues de Basra, Kirkuk, Nassiriyah, Ramali, Hilla, Kut, Samwa et Bagdad, fonde la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak. Elle affiche immédiatement sa volonté de dépasser les clivages ethniques, tribaux, nationaux ou religieux, pour ne se fonder que sur la nécessaire unité des travailleurs et des travailleuses. Quelques mois plus tard, elle rédige en commun avec l'Union des chômeurs en Irak son programme social, déjà évoqué. Il lui faut encore se structurer et se faire reconnaître comme une interlocutrice, aussi bien nationale qu'internationalement — notamment auprès de l'organisation internationale du travail. En effet, dans un pays considéré comme celui où la force de travail est la moins chère du golfe persique, la référence aux normes internationales est intéressante car elle fournit un standard que l'état et le patronat peuvent difficilement écarter. Cela nécessite une meilleure formation des militants syndicaux, pour laquelle l'aide internationale est importante.

La reconnaissance est également un enjeu, même si elle est déjà acquise dans certaines entreprises, car les forces occupantes s'appuient largement sur les anciens syndicats baasistes pour discipliner la classe ouvrière. Il faut également signaler la situation conflictuelle au sein de la Fédération irakienne des syndicats), puissante fédération, fortement bureaucratisée et dominée par le Parti communiste irakien - qui fut autrefois le plus important en dehors des pays socialistes. Si les militant-es de cette organisation, souvent âgé-es et ayant l'expérience de la répression, regardent avec méfiance les jeunes activistes de la Fédération des conseils ouvriers et syndicats, plus dynamiques, plus démocratiques, plus à l'écoute de la classe ouvrière, certain-es sont extrêmement mal à l'aise avec le ralliement du Parti communiste irakien aux forces d'occupation et à sa participation au conseil provisoire de gouvernement mis en place par les USA — une position qui lui fait perdre un nombre croissant de militant-es.

DES FEMMES CONTRE LA CHARIA

Les femmes bénéficiaient en Irak de plus de libertés et de possibilités que dans la plupart des autres pays du Moyen-Orient, même si leur situation avait commencé à se dégrader dès la guerre Iran-Irak, dans les années 80. La loi sur le statut personnel de 1958 avait été maintenue, malgré divers amendements qui en restreignaient la portée. C'est le gouvernement provisoire mis en place par

les forces d'occupation qui a tenté en février 2004, par sa « résolution n° 137 », d'instituer ce que Saddam Hussein avait tenté sans oser aller jusque-là : l'établissement de la charia. Certaines dispositions avaient déjà été mises en place par l'ancien régime, lors de son revirement en faveur des religieux après la première guerre du golfe, et des pratiques barbares comme le meurtre d'honneur (droit pour un homme de tuer sa femme, sa soeur ou sa fille suspectée d'adultère, même non consenti) bénéficiaient d'une large tolérance. La charia constitue l'essentiel du programme social des organisations religieuses, et le renvoi des femmes à la maison et derrière un voile, leur obsession majeure. Durant toute la période de négociations sur le retour à la souveraineté, les islamistes firent pression pour que la charia soit l'un des piliers du nouvel Irak, refusant toute discussion sur la présence des femmes dans les assemblées élues.

La résolution 137 du Conseil de gouvernement provisoire leur offrait satisfaction sur le statut des femmes, même si Paul Bremer, représentant de l'administration US, semblait y être hostile. Elle suscita immédiatement la réprobation de la majeure partie de la population irakienne, et en premier chef, des organisations de femmes, qui malgré les dangers immenses que cela représentait, appelèrent à des manifestations. Parmi elles, l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, menée par Yanar Mohammed. Cette architecte irakienne, sportive de haut niveau, vivait en exil au Canada depuis plusieurs années, où elle militait pour le droit des femmes au moyen-orient. Après la chute de l'ancien régime, elle décide de revenir en Irak et participe à la fondation de l'organisation, qui centre son action sur l'aide aux femmes réfugiées, notamment dans le quartier pauvre de Al'Huda, et l'organisation de centres d'accueil pour femmes menacées de meurtre d'honneur ou victimes de violences conjugales. En raison de ses discours véhéments dans des manifestations contre la charia, elle reçoit des menaces de mort de la part de l'Armée des compagnons du prophète, une organisation pro-talibane d'origine pakistanaise, ce qui l'oblige à circuler armée ou entourée de gardes du corps. Une campagne internationale de soutien, bien relayée par les associations féministes dans le monde entier, fait connaître sa situation et lui donne une envergure nouvelle.

Le mouvement soulevé contre la résolution 137 contraint le Conseil provisoire de gouvernement à la retirer moins d'un mois après sa proclamation. Le statut des femmes n'est pas sauvegardé pour autant, car si la loi ne change pas, la pression des forces réactionnaires s'accroît. Le voile, considéré auparavant comme vieillot, devient une nécessité pour les femmes qui veulent sortir sans trop de risques dans la rue. Outre les insultes, les islamistes ont recours à la violence pour les y contraindre, allant jusqu'à lancer du vitriol au visage de certaines. Les viols se multiplient, les enlèvements et les ventes de femmes également, selon un tarif fixé : 200 \$ pour une vierge, la moitié seulement si elle ne l'est pas. Les exécutions sommaires de prostituées, nombreuses dans un pays où le commerce de leur corps est souvent la seule ressource qui reste aux réfugiées, récidivent le geste ignoble de Saddam Hussein, qui avait fait décapiter publiquement deux cent femmes accusées de prostitution pour complaire à ses nouveaux alliés islamistes.

La pression sur les organisations de femmes n'est pas le seul fait des islamistes, loin s'en faut. Au Kurdistan d'Irak, plus ou moins autonome depuis 1991, les

organisations nationalistes au pouvoir ont toujours tenu les femmes en minorité. Dans la zone contrôlée par l'Union patriotique du Kurdistan, proaméricaine, c'est ce parti nationaliste qui multiplie les pressions pour fermer les locaux de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, considérant que les femmes n'ont pas à faire de politique. L'UPK tolère, dans sa zone, les meurtres d'honneur ; son leader, Jalal Talabani, fut le premier président du conseil provisoire de gouvernement mis en place pour administrer l'Irak occupé. Le droit de lutter pour la pleine égalité hommes-femmes n'est toujours pas accepté par les mouvements nationalistes au Kurdistan d'Irak.

QUELLE ALTERNATIVE POLITIQUE EN IRAK ?

La situation telle qu'elle est le plus souvent, avec d'heureuses exceptions, relayées par les médias traditionnels, consiste en une simple opposition entre les forces d'occupation et les milices islamistes. Deux nuances viennent parfois troubler ce bel agencement : la résurgence du baasisme, tiraillé entre la tentation de la guérilla urbaine et le retour au pouvoir avec l'aval des USA (rappel de militaires, voir de ministres de l'ancien régime) et les oppositions entre islamistes, dont témoignent les récents affrontements entre les partisans de Sistani et la milice d'Al'Sadr' - pour bonne part composée d'anciens jihadistes étrangers venus soutenir le régime de Saddam Hussein après sa volte-face religieuse en 1991, et rejointe par des militaires licenciés et des chômeurs. Il n'est pas difficile de voir qu'il s'agit d'une lutte entre camps réactionnaires, même si les implications de la victoire de l'un ou l'autre est loin d'être indifférente. Tous les épisodes de cet imbroglio peuvent être suivis heure par heure dans la presse internationale. Par contre, la vague de grèves des derniers mois, les mouvements de chômeurs-ses, les attaques contre les associations de femmes, n'y font que des apparitions pour le moins éparées.

Le plus curieux, c'est sans doute de voir, dans les pays occidentaux, des organisations de gauche se laisser prendre à ce piège manichéen et à sacrifier les précautions politiques les plus élémentaires pour apporter leur soutien aux milices réactionnaires ou aux auteurs d'attentats aveugles, sous prétexte qu'ils combattent les Etats-Unis. Le culte viril de l'arme à feu fait passer tout porteur de kalachnikov pour un résistant, indépendamment de son programme social. N'existe-t-il aucune alternative aux islamistes et aux baathistes dans la lutte contre l'occupation ? L'existence des mouvements, associations, syndicats, cités plus haut démontre le contraire. Il n'existe pas, pour répondre à une question couramment posée, de mouvement libertaire en Irak, pays dans lequel le mouvement ouvrier — contrairement à la majeure partie de l'Europe, de l'Amérique latine et de l'Asie du sud-est — ne plonge pas ses racines dans l'anarcho-syndicalisme. Pendant longtemps, la principale organisation de gauche était un parti communiste prosoviétique particulièrement nationaliste, à peine concurrencée par quelques dissidents prochinois. De toute façon, le régime totalitaire du Parti Baas, en mêle temps que les velléités socialistes de celui-ci, ont constitué un frein au développement d'une alternative de gauche.

L'insurrection de 1991 a bouleversé les choses. La première guerre du golfe ayant entraîné une forme de vide politique et lassé croire à la chute rapide du

régime détestée, un vaste soulèvement avait traversé le sud et l'est du pays. Dans plusieurs villes, des conseils ouvriers, formés sur le modèle des shoras de la révolution iranienne de 1979, s'étaient emparés du pouvoir et avaient commencé à réorganiser la vie sociale sur de nouvelles bases, démontrant les capacités d'auto-organisation de la population. L'armée coalisée avait alors laissé tranquillement les troupes de Saddam Hussein réprimer massivement ce mouvement, tandis qu'au Kurdistan, les partis nationalistes se chargeaient du travail. De nombreuses organisations révolutionnaires s'étaient alors formées, sur la base de l'idée des conseils ouvriers. En 1993, cinq d'entre elles fusionnaient pour donner naissance au parti communiste des travailleurs, s'associant au mouvement iranien du même nom. Celui-ci, fondé sous l'impulsion du marxiste iranien Mansoor Hekmat deux ans plus tôt, se distinguait par sa défense des conseils ouvriers, son opposition résolue au nationalisme et son rejet de toute forme de capitalisme, qu'elle soit fondée sur le marché ou sur l'état — un programme social qui le situe nettement dans la lignée du communisme de conseils. En Irak, des militants du Parti communiste des travailleurs sont à l'origine de l'Union des chômeurs, de la Fédération des conseils ouvriers et syndicats, de l'organisation pour la liberté des femmes et de plusieurs autres organisations de masse. Il constitue aujourd'hui la principale organisation de gauche dans ce pays.

LA SOLIDARITÉ INTERNACIONALISTE

Quoique l'on puisse penser de ces organisations, il est clair qu'elles constituent une alternative sociale et féministe plus souriante que les milices d'Al'Sadr' et consorts, ou que la poursuite, sous une forme ou sous une autre, de la politique néocoloniale des USA et de leurs alliés. Les conditions dans lesquelles elles agissent sont particulièrement difficiles, dans un pays où les besoins les plus élémentaires de la population sont déjà hors d'atteinte. Les soutenir, ou soutenir d'autres mouvements qui iraient dans le sens de l'émancipation politique et sociale, de la lutte contre l'exploitation capitaliste et patriarcale, c'est agir sur la situation en Irak avec bien plus d'efficacité que de crier, une fois de temps à autres, quelques slogans contre la guerre. C'est, pour toutes celles et ceux qui croient fermement qu'un changement social ne peut être que mondial, un moyen simple et concret de manifester leur solidarité internationaliste.

NICOLAS

Mythes et réalités de la résistance irakienne

OCTOBRE 2004

La résistance irakienne suscite de nombreuses interrogations. La prise en otage des deux journalistes Christian Chesnot et Gorges Malbrunot a suscité une certaine émotion dans l'opinion publique en France. Mais la complexité du conflit et des acteurs impliqués laisse le plus souvent une impression d'impuissance, qui joue pour beaucoup dans l'inaptitude du mouvement contre l'occupation à se développer. Dans les pays qui ont envoyé des armées, ce mouvement prend appui sur la revendication, simple et évidente, du retour des troupes. Ailleurs, il butte sur la difficulté à analyser le conflit et à trouver une approche adaptée. L'attitude de la résistance irakienne y joue un rôle important. Ce qu'on appelle « résistance » est composé de plus de quatre-vingt groupes ou appellations différentes, recouvrant des réalités matérielles et politiques variées. Il ne semble exister ni de commandement unifié, ni de véritable programme, en dehors du refus de l'occupation coalisée. A plusieurs reprises, des appels à l'unification ont été lancés, sans grand succès. Pour comprendre cet échec, il faut analyser les composantes de cette résistance et la façon dont elle s'est formée.

A) LA PERSISTANCE DU BAASISME

Il est évident que la rapidité avec laquelle la guérilla urbaine a débuté dans les grandes villes irakiennes, de même que l'importance des moyens militaires utilisés, n'est pas anodine. Quand on songe qu'Ernesto Che Guevarra suggère, dans ses écrits militaires^[1], de commencer la lutte armée avec une vingtaine d'individus et à peu près autant d'armes de poing, tout en évoquant la longue période de préparation nécessaire, il est évident que dès l'entrée en Irak des troupes coalisées, la résistance était opérationnelle. On parle de 6 millions d'armes, mises en circulation par le régime baasiste de Saddam Hussein avant sa chute — pour une population de 25 400 000 personnes — pour mettre en place des « milices populaires ». Autrement dit, certain d'être incapable de vaincre l'armée américaine et ses alliés, le pouvoir a préparé le passage à la guérilla, seul terrain sur lequel il est en mesure de gagner. L'encadrement d'une partie des groupes résistants serait assuré par l'ancienne Garde républicaine, troupe d'élite de l'armée baasiste, officiellement démobilisée, soit 25 mille hommes et femmes - rappelons que la démobilisation de l'armée irakienne a mis 400 000 personnes au chômage. Ce sont les seuls régiments qui inquiétaient réellement l'armée américaine, qui tenait les milices populaires et l'armée régulière pour militairement négligeable.

Une autre fraction de l'ancienne armée, les Feyadeen Saddam (« ceux qui sont prêt à mourir pour Saddam ») ont frappé l'imagination en raison de leurs cos-

1 Ernesto GUEVARRA, *Oeuvres I : Textes militaires*, Maspero, 1961.

tumes de ninjas^[2]. Estimés entre 20 000 et 60 000 avant l'occupation, ils ont été formés en 1994 sous l'impulsion de Uday, le fils aîné de Saddam, pour servir de contrepoids à son frère cadet Qusay, lequel contrôlait notamment la Garde républicaine. Entraînées à la dissimulation et au combat urbain, ces unités d'élite forment également un terrain favorable au développement de la guérilla. Les deux frères ont été tués par un assaut américain le 2 juillet 2003 à Mossoul. Même si leur mort a sans doute porté un coup dur à cette fraction de la résistance, elle ne l'a pas arrêtée. Il semble notamment qu'à Damas, l'autre capitale du Baasisme — quoique rivale de l'Irak, la Syrie est toujours dirigée par le « Parti de la renaissance socialiste arabe » ou Baas — s'activent de nombreux officiers démobilisés qui ont reconstitué leur réseau, tandis qu'en Irak même, l'ancien parti au pouvoir se reconstitue progressivement.

Pour comprendre cette persistance du parti Baas, il faut partir de l'emprise qu'il a exercée sur la société irakienne pendant plus de quarante ans et de son insertion dans l'économie irakienne. Authentique organisation totalitaire, le Baas s'est développé à tous les niveaux de la société comme un appareil de contrôle idéologique et politique, un encadrement total de la société, flicage et mouchardage étant organisé par le Parti au pouvoir dans les quartiers comme dans les entreprises, tandis que l'ensemble de l'administration et de l'économie était sous contrôle des membres du Parti. Il a donc développé un appareil tentaculaire, présent à tous les niveaux de la société, avec environ un million de membres, soit un habitant sur vingt-cinq. Si l'adhésion contrainte au Parti, sous peine de vexations ou d'emprisonnement, était monnaie courante, c'est que celle-ci permettait de renforcer le contrôle social. Un tel système génère toute une couche sociale qui, à des degrés divers profite de la position de pouvoir que confère l'appartenance à l'appareil du Parti, à la fois protection et source de revenus complémentaire par la corruption^[3]. En outre, à cette organisation politique vient s'ajouter une fonction publique omniprésente - l'économie étant pour l'essentiel étatisée - et une armée dont l'importance allait croissante, avec l'un des budgets militaires les plus élevés du monde dès la guerre Iran-Irak. Celui-ci était alimenté par la rente pétrolière^[4], manne supposée intarissable pour l'un des premiers producteurs du monde, qui lui permet de pourvoir à la survie de cette couche sociale bureaucratique et militaire, sans se soucier trop de son efficacité réelle. Autrement dit, l'effondrement du pouvoir Baas, c'est aussi celui de toute une couche sociale qui n'a pas d'autre choix que de rechercher à tout prix son retour au pouvoir, que ce soit par la lutte armée ou par l'intégration au nouveau régime.

Or, l'administration américaine a opéré un curieux retournement à l'approche du retour à la « souveraineté » de l'Irak. Quelques mois auparavant, elle prônait la débaasisation. Déjà, la vague de grèves ouvrières de l'hiver 2003 avait pour objectif outre la hausse des salaires de s'opposer violemment au maintien des directeurs d'usine liés au parti Baas, soupçonnés de corruption et de prévarication. Mais la nécessité, pour les USA, de mettre rapidement sur pied l'économie et de

2 Shaun WATERMAN, « *Who are the Feyadeen Saddam ?* »

3 Samir AL-KHALIL, *Irak, la Machine infernale*. Jean-Claude Lattès, 1991.

4 Théo COSME, *Moyen-Orient, 1945-2002, histoire d'une lutte de classes*, Senonevero, 2002.

reprendre contrôle de la société, les a poussés à remettre en selle de nombreux dignitaires baasistes, dont le nouveau Premier ministre Ilyad Alawi, dissident baasiste et affidé notoire de la CIA, en est le symbole même. L'arrestation de Saddam Hussein lâché par les baasistes eux-mêmes, qui semble n'avoir jamais réussi à jouer un rôle de rassembleur de la Résistance, l'absence de programme social clair, le ralliement d'une partie d'entre eux à l'administration américaine et les difficultés à financer les opérations militaires, ont favorisé l'émergence d'un pôle dominant dans la résistance, l'Islam politique.

B) L'ÉMERGENCE DE L'ISLAM POLITIQUE

Contrairement à l'idée reçue, l'Irak n'est pas une société plus religieuse qu'une autre. Se définir comme Sunnite, Chiïte, Mazdéen, Chaldéen, ou l'une des nombreuses religions minoritaires qui y coexistent, n'a de sens que pour les pratiquant-es. En dehors de ceux-là, ce n'est pas une caractéristique essentielle dans une société fortement laïcisée — et cela même avant l'arrivée au pouvoir du baasisme. Au contraire, le pouvoir Baas a largement contribué à renforcer les « identités » religieuses, en persécutant les Chiïtes — relégué aux rang de Perses, c'est-à-dire d'Iraniens — et les juifs — l'antisémitisme d'état ayant contraint au départ vers Israël (opération « tapis volant ») l'une des plus anciennes communautés juives du monde. La vision communautariste du Baasisme, contrairement à son image relativement moderne, a beaucoup contribué à enfermer la population dans une identité ethnico-religieuse, en revitalisant des systèmes sociaux moribonds. Ainsi, il a attribué, dès 1992, un rôle aux tribus, dont l'évocation suscite le plus souvent l'hilarité de la majorité des irakiennes, cette population à 70 % urbaine considérant les institutions tribales comme un archaïsme. « *On a dit de l'Irak qu'il était un pays 'laïque' en 'voie de modernisation accélérée'. Et, tout à coup, on le décrit comme une société tribale, segmentée, incapable de former un État parlant au nom de tous les Irakiens dans leur diversité* » s'étonne l'anthropologue d'origine irakienne Hosham Dawod, qui reconnaît que le chaos actuel favorise un processus de retribalisation sous une forme moderne^[5]. Les Américain-es vont se lancer eux aussi, avec de nombreux déboires et mystifications, dans l'exploitation des relations tribales et des cheikhs réels ou supposés^[6]. Avec la guerre de 1991, Saddam Hussein a tenté de s'imposer, au-delà de son image de leader arabe, comme un religieux fervent. A défaut de lui attirer la grâce divine, cela lui a permis d'accueillir de nombreuses organisations islamistes, qui ont pu bénéficier en Irak d'un vaste terrain d'entraînement, avant d'en faire un véritable champ de bataille. En effet, les mouvements islamistes, qui agissent à l'échelle internationale, ont besoin en permanence de théâtres d'opération. Les contrées d'origine des combattants de l'Islam sont le plus souvent trop heureux de voir ces tumultueux jeunes gens quitter le pays natal pour aller se battre en Afghanistan, en Bosnie, en Tchétchénie, en Somalie ou en Irak. Financer l'islamisme à l'extérieur, comme le fait l'Arabie Saoudite, est une bonne manière de le combattre à l'intérieur. « *D'après certaines estimations, au cours*

5 Interview dans *Comment apprend-on ?* n°174 175 juillet-août 2004, CNRS éditions, à propos de son ouvrage *Tribus et pouvoir en terre d'islam*, Armand Colin 2004. Sur l'utilisation des systèmes tribaux par Saddam Hussein, Fahé A. JABBAR, « Parti, clans et tribus, le fragile équilibre du régime irakien », *Le Monde diplomatique*, octobre 2002.

6 Patrice CLAUDE, « Dans le labyrinthe des tribus irakiennes », *Le Monde* du 4 septembre 2004.

des deux dernières décennies, les Saoudiens auraient dépensé 100 milliards de dollars pour promouvoir diverses formes d'islamisme à l'étranger. Une partie de ces fonds provenait des collectes d'argent dans les mosquées, les bazars, les écoles, les hôpitaux et d'autres lieux publics à travers le Royaume. Mais les plus gros financements furent directement assurés par l'Etat » explique le politologue Amir Taheri^[7]. C'est ainsi que de nombreux jeunes algériens, palestiniens, jordaniens, syriens, saoudiens, etc., sont venus combattre en Irak. Démobilisés en même temps que l'armée, ils n'ont pas beaucoup d'autres alternatives que de faire ce qu'ils savent faire le mieux : la lutte armée. Ces mercenaires ont amené dans leurs bagages de nouvelles formes d'Islam, comme le wahhabisme ou le salafisme, qui comptent parmi les plus intransigeantes et les plus réactionnaires. C'est ainsi que certains experts soulignent les convergences évidentes de style entre les communiqués de l'Armée islamique en Irak et ceux du Groupe islamique armé (GIA) en Algérie^[8]. Bien sûr, ces islamistes internationaux sont une minorité en Irak, mais leur entraînement, leur volontarisme et leurs réseaux logistiques leur donnent une capacité d'action importante.

On trouve également des islamistes irakiens ayant opéré à l'étranger, tel Abou Rachid, du mouvement wahhabite Tawid wal Djihad (Unité et Guerre sainte), qui se vante d'avoir personnellement décapité l'américain Nick Berg. Ancien membre de la garde Saddam, expulsé pour son appartenance à un mouvement islamiste, il a tenté de rejoindre l'Afghanistan pour apporter son soutien aux Taliban^[9]. Arrivé trop tard, lors du débarquement coalisé en Afghanistan, il est aujourd'hui l'un des « émirs » de Falluja. La mouvance talibane est représentée en Irak par l'Armée des compagnons du Prophète, qui s'est notamment fait connaître par ses menaces de mort à l'encontre de la dirigeante féministe Yannar Mohammed, en raison de son opposition publique à la charia. On ne peut évidemment pas oublier l'organisation du Jordanien Abou Moussab Zarkaoui, considéré comme l'homme al-Qaeda (La Base) en Irak, et auteur de nombreux attentats visant notamment les chrétiens d'Irak. Ce mouvement, incontestablement le plus médiatique et le plus hi-tech à l'échelle internationale, se singularise par sa totale adaptation aux spécificités du capitalisme global et son discours transnational, hostile aux nationalismes arabes et favorable à la constitution d'une vaste umma (communauté) musulmane fondée à la fois sur la charia et le capitalisme le plus avancé. Al-Qaeda est un pur produit de la globalisation capitaliste^[10].

Contrairement aux baasistes, qui n'ont pour eux qu'un immense stock d'armes, mais apparemment de faibles ressources extérieures, les islamistes disposent d'une véritable manne, fournie par les réseaux financiers de l'Islamisme, alliant organisations non-gouvernementales et banques islamiques^[11]. Les états islamiques, que ce soit la pétromonarchie saoudienne — qui n'a pas la moindre intention de laisser revenir l'Irak sur la scène internationale du pétrole — ou l'Iran, qui contrairement à l'idée reçue ne finance pas que les mouvements chiites, font partie des généreux

7 Amir TAHERI, « L'Arabie saoudite, entre la terreur et la réforme », *Politique internationale* n° 103, printemps 2004.

8 Hassane ZERROUKY, « Un ton qui rappelle celui du GIA algérien », *L'Humanité*, 15/09/04.

9 Sara DANIEL, « Irak : les tueurs d'otages parlent », *Le nouvel observateur*, 4 août 2004.

10 Cercle social, « Guerre financière, criminalité transnationale et capitalisme global », sur le site www.mondialisme.org

11 Antoine SFEIR, *Dictionnaire de l'Islamisme*, Plon 2002.

mécènes de la résistance. Certains mouvements disposent également de bases arrière en Iran, simple monnaie de la pièce puisque la quasi-totalité des organisations de l'opposition iranienne disposent de camps en Irak. C'est notamment le cas de l'une des plus importantes, le Suprême conseil de la révolution islamique en Irak, qui fait partie du gouvernement provisoire et vient d'intégrer sa milice de plusieurs milliers d'hommes à l'armée régulière de l'Irak.

En effet, tout comme les baasistes, les islamistes n'ont pas mis tous leurs œufs dans le même panier. Certains partis ont choisi la voie gouvernementale, comme d'autres ont opté pour la résistance. Même Moqtada al-Sadr', qui est présenté comme le leader de la résistance chiite — il est l'héritier d'une longue lignée de religieux célèbres — se sert de son mouvement armé essentiellement comme d'un marchepied vers le pouvoir politique, puisqu'il a annoncé à plusieurs reprises la transformation de son Armée du Mahdi en parti politique et sa participation aux élections organisées en 2005. Cela ne doit pas suspendre, dans une région où les partis politiques disposent tous d'organisations militaires. Quelle que soit la méthode qu'ils ont choisie, les mouvements liés à l'Islam politique partagent un programme commun, à quelques nuances près : la mise de place d'un régime fondé sur l'Islam, régi par la charia et instituant l'apartheid sexuel. En outre, ils partagent la même aversion pour les athées et les laïques, les croyants d'autres religions, les féministes, les syndicalistes et les communistes, qu'ils vouent aux gémonies à longueur de colonnes dans leurs journaux. Au mois de juillet, le poète Mohammad Abdul Rahim, qui avait rejoint les rangs du Parti communiste-ouvrier et militait ouvertement contre l'islam politique dans ville de Kut, a été assassiné. Son corps a été retrouvé près de la frontière iranienne, sur la piste empruntée par les troupes du Suprême conseil de la révolution islamique. Ce parti gouvernemental, dont les militants avaient menacé de mort le poète, dénie toute implication.

La meilleure façon d'évaluer la résistance irakienne étant sa pratique, il est intéressant de constater son action, notamment dans les zones passées sous son contrôle. A Cité Sadr, la ville qui porte le nom de famille de Moqtada al-Sadr', les habitants ont fait part des méthodes de terreur employées par les 1500 miliciens de l'armée du Mahdi à l'égard de la population locale^[12]. Il faut noter qu'à Nassiriyah, ce sont les ouvriers de l'usine d'aluminium qui ont chassé les troupes de Moqtada al-Sadr' qui tentaient d'occuper l'entreprise pour la transformer en bastion militaire, comme l'a signalé la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak^[13]. A Bassorah, les différents partis islamistes, qu'ils soient dans la résistance ou au gouvernement, ont instauré un « émirat » dans lequel on ne rencontre presque plus de femmes dans les rues, ou la vente d'alcool et les boîtes de nuits sont prohibées — ailleurs, ils ont été jusqu'à interdire les pique-nique. A Mossoul, ce sont les femmes travaillant dans le milieu médical ou universitaire, qui sont victimes d'assassinats par balles, éventuellement assorties de décapitations. La montée en puissance de la résistance s'est traduite immédiatement par l'instauration de fait d'un apartheid sexuel et a rendu la vie des femmes irakiennes plus dangereuse, plus insupportable encore.

12 Cécile HENNION, « A la Cité Sadr, les miliciens de l'Armée du Mahdi font régner la terreur sur les habitants », *le Monde*, 10/09/04.

13 Voir le site de la Fédération des conseils ouvriers et syndicats, et la principale section, le Syndicat des chômeurs : www.uuiraq.org

C) A GAUCHE DE LA RÉSISTANCE ?

On pourrait volontiers imaginer que la résistance irakienne ne soit pas composée exclusivement de baasistes et d'islamistes, et même y rechercher une fraction de gauche, progressiste et laïque. Il est possible que celle-ci existe, mais dans ce cas, elle ne brille pas par son sens de la communication. L'une des nombreuses singularités de la situation irakienne tient dans la participation du Parti communiste d'Irak au gouvernement, avec l'aval des forces occupantes et aux côtés des partis religieux. Il y incarne même, d'une certaine manière, la caution démocratique et joue un rôle non négligeable dans la réorganisation de l'industrie, puisqu'il contrôle une puissante centrale syndicale, la Fédération irakienne des syndicats (IFTU). La tutelle d'un parti gouvernemental n'est d'ailleurs pas toujours bien ressentie par la base syndicale. Cette collaboration a produit une scission nommée Parti communiste d'Irak (cadres), se positionnant fermement comme le flanc gauche de la résistance. S'il critique le rôle des dirigeants religieux, auxquels il reproche de chercher simplement le maintien de leur pouvoir, il n'en prône pas moins l'unité de la résistance, c'est-à-dire l'alliance avec les islamistes et les baasistes, sur fond commun de patriotisme^[14]. La question du programme social de la résistance est éludée au profit de la lutte contre l'impérialisme américain.

Le Parti communiste lui-même, jadis le plus puissant du Moyen-Orient, a perdu une partie de ses membres au profit du Parti communiste-ouvrier, dont la double opposition à l'occupation et à l'islamisme, attire un nombre croissant de militant-es. Ce dernier ne participe pas, pour l'instant, à la résistance et dénonce son caractère nationaliste et religieux. Toutefois, il organise, dans les quartiers où il est implanté - principalement des camps de réfugiés et des immeubles squattés - des groupes armés chargés de protéger la population contre le gangstérisme et l'islamisme. L'un de ses dirigeants, Khasro Saya, déclare : « *Notre conception de la résistance armée est totalement différente de celles des islamistes et des baasistes qui opèrent actuellement en Irak. Nous nous considérons d'ores et déjà comme un parti armé et, en même temps que d'autres formes de lutte, nous développons nos capacités militaires et nous essayons d'armer les masses et leurs organisations selon une stratégie militaire. Nous luttons de manière à inverser la balance du pouvoir militaire, afin d'expulser les troupes d'occupation, diminuer l'influence de l'Islam politique sur la vie des gens, développer le pouvoir des masses et leur permettre, avec leurs représentant-es, de contrôler leurs propres affaires, aussi bien au niveau des quartiers, des villes, des régions, que du pays entier* »^[15]. Partisan de l'armement du prolétariat, ce parti refuse énergiquement le recours au terrorisme, dont il dénonce régulièrement le caractère barbare. Comment se fait-il que la résistance irakienne soit globalement située à l'extrême-droite, au point de satelliser certaines fractions de la gauche (et de fasciner une frange de l'extrême-gauche) ? On peut apporter de nombreuses réponses, non-exclusives, à cette question. Il faut tout d'abord remarquer que l'entrée en Irak des troupes coalisées a suscité une réaction mitigée de la part de la population irakienne, plutôt favorable au Kurdistan - autonome depuis 1991 sous la tutelle de partis nationalistes proaméricains - et méfiante dans le reste du pays, où l'horreur

14 « Entretien avec Ahmed Karim, dirigeant communiste de l'opposition patriotique irakienne », sur le site du Parti ouvrier socialiste (Belgique) : www.sap-pos.org

15 Interview de Khasro Saya, leader de l'organisation à l'étranger du Parti communiste-ouvrier d'Irak sur les positions de la gauche occidentale, sur le site de Solidarité Irak : www.solidariteirak.org

des années d'embargo entrainé en balance avec le renversement du régime fasciste. Le déclenchement quasi-immédiat de la lutte armée est donc plus le fait d'un volontarisme que d'un véritable ancrage dans la société irakienne - même s'il est indéniable que les mouvements de résistance disposent d'une certaine assise sociale, y compris parmi les plus pauvres. C'est le comportement odieux de l'armée d'occupation, en même temps que la généralisation du chômage, qui a progressivement remplacé cette méfiance par de l'hostilité. Les contrôles systématiques, les violences et les vexations, les attaques injustifiées, les bombardements, sont évidemment ressenties comme des agressions. Les révélations sur les détentions arbitraires et les tortures dans la prison d'Abu-Ghraib ont joué un effet important. Mais leur médiatisation a passé sous silence le pire : certaines femmes violées en prison ont ensuite été assassinées par leurs proches pour « laver l'honneur de la famille », ainsi que l'a révélé l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, qui accueille dans des foyers semi-clandestins des femmes menacées de cette peine^[16].

Les islamistes, avec leurs réseaux internationaux, ont su prendre le leadership de la résistance. Le revirement religieux de Saddam Hussein depuis 1991, a favorisé leur implantation et surtout, le rapprochement avec les combattants d'élite issus du démantèlement de l'armée et du parti Baas. Cette position leur permet de satelliser progressivement tout mouvement qui s'engage dans la lutte armée sans véritable programme social. Leur programme ultraréactionnaire en matière sociale, leur ferme volonté d'instaurer l'apartheid sexuel et la charia, sont associées à une pratique libérale — exprimée par leurs réseaux financiers internationaux — qui leur tient lieu de seule pensée économique et qui révèle clairement leur nature sociale capitaliste, sous les apparences les plus archaïques — selon un modèle expérimenté en Iran.

Le mouvement ouvrier, le mouvement des femmes, ne bénéficie pas des largesses d'établissements financiers et d'états, ni d'envois d'armes et de combattant-es. Il ne peut compter que sur lui-même, et sur la solidarité internationale, pour se développer, s'organiser à la base, sous la forme des conseils ouvriers et de conseils de quartier, contre l'occupation et contre la réaction. La résistance, dans l'état actuel des choses, ne lui propose rien d'autre qu'un régime islamique, éventuellement mâtiné de baasisme, dont les actuels « émirats », avec la pratique de la charia, les violences exercées contre les femmes, les exécutions sommaires et le racisme donnent déjà un aperçu de ce que pourrait devenir l'Irak demain. Après avoir massivement dit non à la guerre en Irak, nous ne pouvons laisser ce sinistre scénario s'installer sans chercher, par notre solidarité internationaliste, à soutenir les forces sociales et féministes qui s'y opposent sur le terrain.

NICOLAS DESSAUX

16 Voir le site de l'OFWI : www.equalityiniraq.com

Publié dans **Courant Alternatif** de décembre 2005, journal mensuel de l'Organisation Communiste Libertaire.

Comment combattre l'occupation en Irak ?

DÉCEMBRE 2005

Où en est, aujourd'hui, le mouvement contre l'occupation en Irak ?

En mars 2003, le vaste mouvement qui, face aux premiers bombardements, a rassemblé des millions de personnes manifestant dans le monde entier, accompagné de grèves lycéennes. Il a été accompagné de grèves étudiantes et, de manière plus marginale, de blocages de trains et d'avions militaires ou d'autres formes d'action directe. Ces formes d'action qui pouvaient avoir un impact concret sur le cours des choses, comme les blocages des convoiements de matériel militaire en Belgique ou en Allemagne, n'avaient elles-mêmes qu'une dimension symbolique, tant qu'elles n'étaient pas employées à une échelle massive. On peut facilement ironiser a posteriori sur la naïveté qu'il pouvait y avoir à croire que les manifestations de rue, les appels et les protestations symboliques allaient faire fléchir la machine de guerre américaine, mais l'importance du mouvement, la rapidité avec laquelle il a surgi n'en est pas moins frappante — autant que celle avec laquelle il est retombé. En effet, une fois les bombes lâchées sur la population irakienne, les forces coalisées entrées dans Bagdad, il semblait pour beaucoup que l'après-guerre avait déjà commencé, qu'il n'y avait plus grand-chose à faire. Face au fait accompli, le mouvement s'est dégonflé à la manière d'un soufflé. La plupart des collectifs anti-guerre, constitués à la hâte, se sont vidés de leurs membres, ou au moins, ont perdu leur capacité de mobilisation.

Deux ans plus tard, il est, dans de nombreux pays, atone, dévitalisé, comme si la guerre n'était pas en train de se poursuivre sous une autre forme — avec plus de 100 000 victimes selon les sources médicales — qui viennent s'ajouter à toutes celles des années d'embargo. Tout se passe comme si, dès lors que Bush Jr. a déclaré que la guerre était finie, il n'y avait plus qu'à rentrer chez soi et attendre la prochaine. Dans les pays qui ont envoyé des troupes en Irak, la situation est

bien sûr un peu différente, parce que la guerre prend une réalité plus concrète, celle des cadavres de jeunes gens qui reviennent au pays...

Mais comment expliquer ce phénomène ?

Il y a sans doute de nombreuses causes, qui expliquent l'évolution du mouvement contre la guerre différemment dans chaque pays. Mais on peut proposer quelques pistes importantes. La première, c'est que le mouvement s'est presque partout appuyé, pour se structurer, sur les mêmes réseaux que le mouvement altermondialiste, dont on évoque aujourd'hui la crise. Il souffrait surtout des mêmes ambiguïtés : une analyse inaboutie du capitalisme, sans référence claire à l'exploitation et à la lutte des classes, une juxtaposition de thèmes mondialistes et souverainistes, une mystique des grands rassemblement au dépend de l'action directe. Mais dans la durée, ces questions auraient sans doute pu être dépassées.

La seconde piste, plus ou moins liée à la première, réside dans les ambiguïtés du mouvement lui-même, sur la nature du régime de Saddam Hussein et sur celle de ses adversaires. Le régime baasiste lui-même a pu instrumentaliser en partie la mobilisation à son profit, en détournant par exemple les courageux boucliers humains de la protection des personnes civiles vers celle des sites stratégiques. Et dans les manifestations, l'anti-américanisme a été souvent un moteur plus puissant que l'antimilitarisme, favorisant des alliances surprenantes, comme l'accueil fait aux islamistes — tout particulièrement en Angleterre. Bien sûr, ces courants ont le droit de manifester, mais était-il nécessaire de les associer à l'organisation même du mouvement ?

Troisième piste enfin, la crise du militantisme dans les pays occidentaux. Bien sûr, il existe une multitude d'associations, d'organisations, de réseaux et de causes et tout autant de personnes dévouées pour les animer. Mais la capacité de mobilisation en profondeur, dans la durée, et plus encore, la capacité à aller au-delà de ses appréhensions, à prendre des risques, à se donner des objectifs ambitieux, est pour le moins limitée. Le regard à peine indulgent de la gauche moyen-orientale à l'égard des mouvements occidentaux n'est sans doute pas immérité. Cette faiblesse, ce manque de souffle qui n'est pas propre à telle ou telle composante du militantisme, explique sans doute en partie aussi la difficulté à faire exister le mouvement au delà de quelques mois. Il ne tient qu'à nous d'y remédier.

Quel rôle a joué l'évolution de la situation en Irak sur ce mouvement ? La guerre a rapidement pris une autre forme, plus insidieuse que les bombardements, celle de l'occupation militaire et du « nation building », selon le concept en vogue au Pentagone, c'est-à-dire la constitution d'un régime post-colonial adapté aux besoins de la diplomatie américaine. L'espoir ne pouvait donc venir que de l'intérieur de l'Irak.

Or, l'attitude initiale de la population irakienne a déconcerté celles et ceux qui s'attendaient à un rejet massif et immédiat de l'occupation. Soulagée de la chute du régime fasciste de Saddam Hussein, avec son parti unique, son culte de la personnalité, ses exécutions publiques et ses milliers de mouchards, préoccupée par les questions immédiates de logement, de santé, d'emploi, la population avait observée ses « libérateurs » autoproclamés avec une mélange de méfiance

et d'aspirations. Une large partie de la jeunesse aspirait à un mode de vie moderne, dont les américains étaient supposés être porteurs. De plus, la majeure partie des forces politiques avait approuvé la guerre, à commencer par le Parti communiste d'Irak et les partis nationalistes Kurdes, qui avaient jadis la sympathie de la gauche occidentale. Rien de tout cela ne correspondait vraiment à l'image d'Epinal d'un peuple soulevé contre l'envahisseur, fier de ses valeurs et radicalement opposé à l'américan way of life - telle qu'elle pouvait exister dans le mouvement anti-guerre.

Malgré cela, peu à peu, la réalité de l'occupation a commencé à se faire sentir. La peur et le mépris que les irakiens inspirent aux GI's, la violence dont ils font preuve, les affrontements quotidiens avec la guérilla au coeur des villes, les attentats, qui ont fait plus de victimes civiles que militaires, faisant de la seule présence de soldats américains dans une rue un danger de mort, tout cela à contribuer à déciller celles et ceux qui pouvaient avoir des illusions. La politique menée par un conseil provisoire de gouvernement sans assise réelle dans la population, son soutien avoué à la mise en place de la charia, le durcissement de la situation économique et sociale, le rapide retour des cadres baasistes dans les entreprises et dans l'armée — malgré des grèves expressément dirigées contre eux — ont également contribué à transformer la méfiance en une hostilité à laquelle la révélation des tortures pratiquées à Abu Ghraib a servi de révélateur.

Justement, est-ce que la montée en puissance de la résistance armée n'a pas changé les choses ?

L'émergence progressive de la résistance militaire pouvait donc servir de point de rebond pour le mouvement contre l'occupation. Elle était susceptible de redonner l'espoir, de rappeler les grands mouvements contre la guerre en Algérie ou au Vietnam, de donner vérité à la formule selon laquelle l'Irak serait le Vietnam de la dynastie Bush.

Ce nouvel espoir fut également déçu : apparue très tôt, disposant de moyens militaires et financiers surdimensionnés, sans unité apparente malgré quelques effets d'annonces, la résistance irakienne s'est révélée rapidement dominée par les troupes d'élites du régime baasiste (gardes républicains, fedayin Saddam) imprégnée de l'idéologie islamo-nationaliste des dernières années du régime, talonnés par quelques mouvements nationalistes de gauche (Parti communiste — cadres de base, nassériens, ...) sans réelle autonomie, et par des mouvements authentiquement islamistes. Le fait que ses formes d'actions étant parfois difficiles à distinguer de celles des mouvements terroristes (comme celui de Zarkawi) et des gangs mafieux, et les actions les plus odieuses commises sous couvert de « résistance », comme la décapitation de travailleurs immigrés, ont rapidement mis fin à la sympathie initiale dont elle pouvait bénéficier, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger. Quand au mouvement d'al-Sadr', qui semblait prendre la forme d'un action de masse plutôt que du terrorisme, son contenu politique ouvertement réactionnaire tout comme sa rapide soumission à l'occupant, chèrement négociée, lui ont ôté toute crédibilité. Même s'il conserve une importante capacité de mobilisation, son action est essentiellement liée aux intérêts diplomatiques de la République islamique d'Iran.

Quelle que soit l'appréciation qu'on peut avoir aujourd'hui, à la lumière de ce qu'elles sont devenues, la résistance algérienne ou vietnamienne se présentaient comme progressistes et suscitaient l'espoir de personnes qui se considéraient également comme progressistes. Elles prétendaient, au moins formellement, défendre les travailleurs, libérer les femmes, moderniser la société ; c'était également l'opinion sincère d'une majeure partie de leurs membres et de leurs partisans en France ou aux USA. Ce n'est pas le cas de la résistance irakienne, des mouvements qui s'expriment en son nom : leur programme social est ouvertement réactionnaire. Bien sûr, il y a sans doute ça et là dans la résistance des mouvements sympathiques, des personnes respectables, que la situation réelle de l'occupation amène à choisir la lutte armée. Mais, même celles et ceux qui soutiennent en principe cette résistance là sont bien incapable de la nommer, de l'identifier et de lui apporter le soutien qu'elle mérite.

En outre, de nombreux courants « critiques » pensent en réalité l'Irak dans les mêmes termes que l'administration US : une population divisée en ethnies et en sectes, dans lequel la religion et la tribu tiendraient une place primordiale dans la vie des gens. Or, il suffit de discuter avec quelques irakiens, même absolument rétifs à toute forme de politisation, pour comprendre que la réalité est à la fois plus complexe et plus nuancée que cela. Le refus de l'ethnicité et l'esprit laïques sont bien plus courants qu'on ne l'imagine.

Or, dans la grande presse comme dans l'esprit de la population, la résistance à l'occupation est assimilée à ces mouvements réactionnaires, qui ne peuvent susciter la sympathie. Pour l'opinion publique, la situation irakienne est devenue confuse et sans issue. C'est cet état d'esprit que nous devons transformer, en montrant l'existence d'alternative crédibles. Le mouvement contre les bombardements en 2003 s'adressait au gouvernement américain. Maintenant, il nous faut nous adresser directement à la société irakienne, sur les forces sociales qui y agissent réellement. C'est le choix qu'on fait des associations comme Solidarité Irak, Iraqi workers solidarity group en Grande-Bretagne et en Australie, ou encore le très actif Comité de soutien au front civil irakien au Japon.

Mais, est-ce suffisant pour lutter contre l'occupation en Irak ?

Il nous faut mener de front plusieurs tâches. En Irak, les forces progressistes opposées à l'occupation se regroupent et se structurent, avec la récente constitution du Congrès des libertés en Irak. Elles ont une expérience politique et militaire réelle, en raison du rôle joué par nombre de ses leaders lors de l'insurrection de 1991. Leurs moyens militaires limités, leurs permettent tout de même d'organiser quelques « zones libérées » dans des quartiers populaires de Bagdad où l'armée américaine ne s'aventure pas. Mais elles peuvent s'appuyer sur un réel ancrage dans les camps de réfugiés, parmi les chômeurs et chômeuses, dans les usines qui fonctionnent encore. Elles y mènent une propagande sans relâche contre l'occupation et contre le gouvernement. Tous les indicateurs montrent que leur influence en Irak est croissante, et la récente révolte des étudiants de Bassora contre les exactions des partisans d'al-Sadr' montrent que les forces progressistes sont parfaitement capables de tenir tête à leurs adversaires. Notre rôle, en tant que réseau de soutien international, est de les soutenir matériellement et financièrement.

Mais il ne peut naturellement se limiter à cela. Dans les pays qui maintiennent des troupes en Irak qui, outre les Etats-Unis, incluent notamment plusieurs pays de l'Union européenne (la république Tchèque, le Danemark, la Lituanie, la Pologne, le Royaume-Uni, plus l'Italie qui a prévu de les retirer), la tâche principale est d'affronter le gouvernement pour obtenir le retrait, bloquer les transports de troupes ou de matériel militaire, et de soutenir les familles de militaires opposées à l'occupation. Dans les autres pays, même si cette dimension n'est pas absente, il est possible de développer d'autres tâches, particulièrement le soutien aux déserteurs et déserteuses, qui sont de plus en plus nombreux, dont certains ont demandé l'asile politique au Canada. Nous devons saper les forces de la coalition, les placer dans une situation morale telle qu'elles ne puissent faire autrement que de se retirer.

Ces deux axes sont complémentaires. Si le départ des troupes de la coalition américaine avait pour seul résultat l'imposition d'un régime d'apartheid sexuel à l'Irانيenne — encore que le gouvernement actuel ne soit pas insensible à cette idée — la population irakienne n'aura pas vraiment gagné au change. Il n'y a donc pas d'autres solutions que de lutter pour obtenir le départ des troupes et de soutenir les mouvements féministes et sociaux, si l'on veut réellement combattre l'occupation en Irak. C'est sur cette base que le mouvement peut trouver un rebond et un véritable sens.

NICOLAS DESSAUX

<i>Irak : un siècle de guerre et de rébellion</i>	5
<i>Témoin oculaire à Halabja</i>	18
<i>La lutte des classes en Irak : un entretien avec un vétéran</i>	24
<i>10 jours qui ébranlèrent l'Irak</i>	29
<i>L'insurrection de mars 1991 au Kurdistan</i>	35
<i>Un aperçu des luttes sociales en Irak (2003-2006)</i>	41
<i>Luttes sociales et féministe dans l'Irak occupé (juin 2004)</i>	55
<i>Mythes et réalités de la résistance irakienne (octobre 2004)</i>	63
<i>Comment combattre l'occupation en Irak ? (décembre 2005)</i>	71

Luttes sociales en Irak